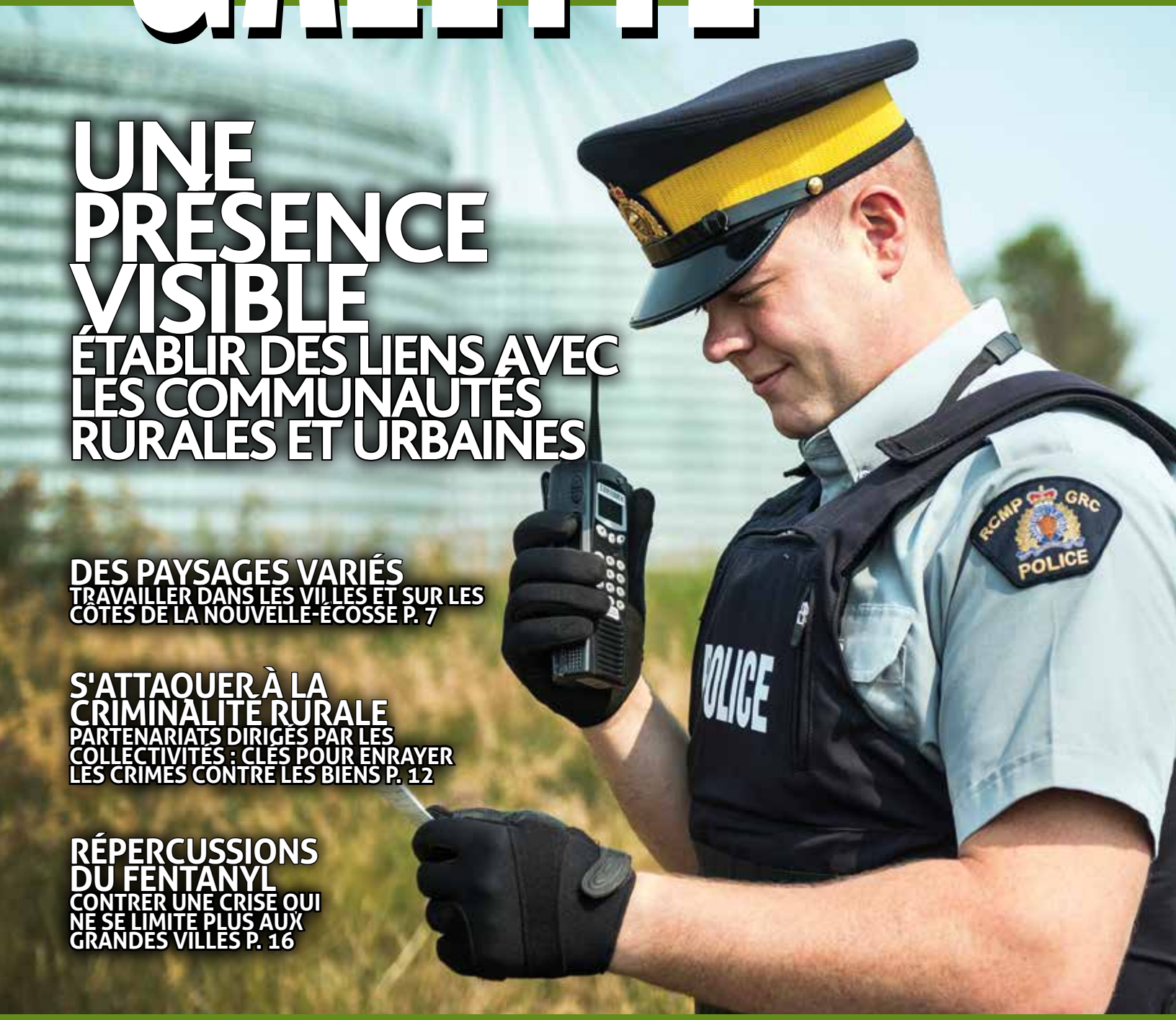
GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

GAZETTE

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ POLICIÈRE DEPUIS 1939

GAGNANT DU PRIX OR MARCOM 2016

VOL.79, N° 4, 2017



UNE PRÉSENCE VISIBLE
ÉTABLIR DES LIENS AVEC LES COMMUNAUTÉS RURALES ET URBAINES

DES PAYSAGES VARIÉS
TRAVAILLER DANS LES VILLES ET SUR LES CÔTES DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE P. 7

S'ATTAQUER À LA CRIMINALITÉ RURALE
PARTENARIATS DIRIGÉS PAR LES COLLECTIVITÉS : CLÉS POUR ENRAYER LES CRIMES CONTRE LES BIENS P. 12

RÉPERCUSSIONS DU FENTANYL
CONTRER UNE CRISE QUI NE SE LIMITE PLUS AUX GRANDES VILLES P. 16

RCMP-GRC.GC.CA

Gendarmerie royale du Canada
Royal Canadian Mounted Police

Canada

GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

UN UNIFORME À VOTRE NOM VOUS ATTEND

PLUS DE 150 CARRIÈRES SPÉCIALISÉES

Avec ses nombreux domaines de spécialisation et possibilités de croissance et de formation, la GRC offre une carrière sans pareille.

carrieresgrc.ca

Gendarmerie royale du Canada | Royal Canadian Mounted Police

Canada

GAZETTE

Au service de la communauté policière depuis 1939

Vol. 79, N° 4, 2017

Une publication de la Gendarmerie royale du Canada

DOSSIER

7 Travailler dans les villes et sur les côtes de la Nouvelle-Écosse
11 Les enquêteurs de bétail secondent la police et l'industrie
12 La GRC fait équipe avec les communautés rurales pour enrayer les crimes contre les biens
14 Débat d'experts : Police rurale et urbaine - quelles sont les méthodes de proximité les plus efficaces?
16 Ce que fait la police face à la crise du fentanyl
18 Une équipe de proximité de Surrey intervient auprès des personnes à risque
19 Entretien avec des chefs de détachement sur les compétences clés et les priorités absolues

RUBRIQUES

4 Éditorial
5 Actualités
22 Les faits : Stratagèmes de rencontre
23 Dernières tendances : Possibilités qu'offre le Programme de recrutement de policiers d'expérience
24 Nouvelle technologie : Essai pilote d'un appareil de dépistage sur place des conducteurs aux facultés affaiblies par la drogue
25 Avis d'un expert : Propos du cap. David Botham sur la reconnaissance des drogues et la conduite avec les facultés affaiblies par la drogue
26 À l'avant-scène : Recherche sur le profil d'un bon interrogateur de police
28 Dernière page : Policiers unis pour bâtir un poste de police en Ouganda

EN COUVERTURE :
Créer des liens avec les résidents est une bonne approche, qu'on soit policier en milieu urbain ou rural. Photo : Andrew Marshall, Saskatchewan, GRC

ÉDITORIAL

EN VILLE ET DANS LES CHAMPS

Leann Parker, GRC

Le travail des policiers se définit-il par le paysage qui les entoure? Les crimes commis dans les grands centres urbains sont-ils différents de ceux commis dans les secteurs ruraux? Bien que les réalités du travail policier au centre-ville de Surrey (C.-B.) ne soient pas les mêmes que dans une communauté rurale en Nouvelle-Écosse, elles ont en commun les vols, les problèmes de santé mentale, la toxicomanie et la conduite avec les facultés affaiblies, entre autres.

Dans le présent numéro, nous nous penchons sur l'incidence de la géographie et de la densité de la population sur les interventions et les besoins en matière de services policiers.

Pour notre reportage, Amelia Thatcher s'est rendue dans trois communautés en Nouvelle-Écosse : le secteur côtier isolé de Digby, le grand Halifax et les zones urbaines et rurales de Bible Hill. Elle nous décrit les priorités quotidiennes des membres de la GRC qui y travaillent, comme nouer des liens avec les résidents d'une île éloignée, cibler des centres de criminalité avec la collaboration de services de police urbains ou faire des patrouilles conjointes pour arrêter les conducteurs aux facultés affaiblies dans les comtés voisins.

Les partenariats jouent aussi un rôle clé dans les Prairies. Un article de Deidre Seiden porte sur le travail policier souvent difficile dans les collectivités agricoles éloignées, où les crimes contre les biens (vols et introductions par effraction) peuvent facilement passer inaperçus. Les policiers y collaborent avec les résidents pour mettre en place des programmes de surveillance, encourager la surveillance vidéo et former des groupes pour lutter contre les crimes courants.

Dans le même ordre d'idées, Deidre Seiden a parlé à deux enquêteurs de la GRC en Alberta qui travaillent avec des éleveurs pour prévenir le vol de bétail et mener des enquêtes et qui, grâce à leur connaissance du monde agricole, sont des intermédiaires crédibles entre les policiers et les fermiers et exploitants de ranch. Leur travail permet de contrer le vol de bétail ainsi qu'un crime qui est encore plus lucratif de nos jours : la fraude.

Les crimes contre les biens sont aussi répandus dans les centres urbains, mais ce sont la toxicomanie et les problèmes de santé mentale qui y causent le plus de préjudices.

Les effets dévastateurs du fentanyl se font sentir dans toutes les grandes villes du pays. Cet opioïde mortel est apparu au pays en 2014, dans les rues de centres urbains de la Colombie-Britannique. Le plus grand détachement de la GRC, à Surrey, a été aux premières loges de la crise.

En 2016, le secteur de 135A Street à Surrey a été durement touché. Amelia Thatcher a parlé à des membres de la GRC et à des partenaires de l'équipe pilote de mobilisation de Surrey qui viennent en aide aux sans-abri et aux toxicomanes. L'équipe fait des vérifications de sécurité sociale, détermine les priorités quotidiennes et noue des liens avec des groupes vulnérables.

Le fléau du fentanyl s'est répandu dans d'autres régions, petites et grandes, un peu partout au pays et la situation ne fait qu'empirer. Pour assurer leur sécurité et celle de la population, les policiers doivent recevoir une formation adéquate de sensibilisation aux drogues et l'équipement de protection approprié, suivre la formation obligatoire sur la naloxone, empêcher l'entrée de fentanyl au Canada et intensifier les enquêtes afin d'éliminer l'offre de cette dangereuse substance. De plus, les policiers de la Colombie-Britannique leur transmettent le fruit de leur expérience.

Nous bouclons la boucle avec un article sur la grande contribution d'un petit groupe de policiers et d'employés civils de la GRC qui a participé à la construction d'un poste de police à Ongutoi (Ouganda). Aujourd'hui, la présence policière est permanente et visible dans la communauté et le poste est un endroit sûr où les policiers locaux peuvent travailler. C'est en fait ce dont tout policier a besoin, qu'il travaille à côté d'un gratte-ciel ou près d'une prairie à fauche. ■

— Katherine Aldred

GAZETTE

ÉDITEUR : Kevin Fowler

RÉDACTRICE EN CHEF : Katherine Aldred

RÉDACTRICES : Deidre Seiden, Amelia Thatcher

ÉDITEUR WEB : Richard Vieira

GRAPHISME : Lisa McDonald-Bourg

TRADUCTION : Services de traduction de la Direction générale, GRC

IMPRIMERIE : St. Joseph Communications

La *Gazette* (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des services de communication nationaux de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa. La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit. Poste-publication, numéro de convention 40064068. La *Gazette* paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel.

On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la rédactrice en chef de la *Gazette*. La rédaction se réserve le droit de faire la révision. © 2017 GRC.

POUR COMMUNIQUER AVEC NOUS :

Gazette de la GRC
73, promenade Leikin
M8-1, pièce 801
Ottawa (Ontario) K1A 0R2
CANADA

Téléphone : 613-843-4570
Courriel : gazette@rcmp-grc.gc.ca
Internet : www.rcmp-grc.gc.ca/gazette

RESTEZ AU COURANT AVEC LA GRC

Visitez notre site Internet :
www.rcmp-grc.gc.ca

Suivez-nous sur Facebook :
www.facebook.com/grcrcmp

Suivez-nous sur Twitter :
@grcrcmppolice #gazettegrc

Visualisez nos vidéos sur YouTube :
www.youtube.com/rcmpgrcpolice

TECHNIQUES DE SURVIE EN MILIEU NORDIQUE

par Amelia Thatcher

Lors du cinquième et dernier soir de la formation sur les opérations et les aptitudes de survie en pleine nature, donnée au Yukon, le gend. John Gillis s'est bâti un abri et s'y est accroupi, prêt à affronter la nuit glaciale. Il faisait -29 °C, sans compter le facteur éolien, mais les instructeurs tenaient à ce que les participants sachent faire face aux dures épreuves de la vie au grand air.

« Notre territoire compte de vastes régions sauvages et des lieux isolés où règnent des conditions météo extrêmes, déclare le gend. Gillis, affecté à Whitehorse (Yukon). Nous intervenons souvent dans des secteurs accessibles uniquement par bateau, VTT, motoneige ou aéronef, et si quelque chose tourne mal, ça peut être long avant que les secours arrivent. »

C'est pourquoi, en mars dernier, le gend. Gillis s'est inscrit au cours de six jours portant sur les opérations en pleine nature, qui permet aux membres affectés dans le Nord d'acquérir un précieux savoir-faire, par exemple des techniques de survie, de navigation et de sauvetage par grand froid. L'expert en hypothermie Gordon Giesbrecht est en outre venu y faire un exposé.

Le cours vise à apprendre aux policiers à éviter les situations critiques mettant leur vie en jeu.

« S'il y a bien une chose qu'on répète aux membres affectés au Yukon, c'est qu'aucun d'eux ne devrait prendre du service sans savoir allumer un feu, affirme le cap. Cam Long, instructeur principal du cours. On enseigne aux policiers à éviter les situations auxquelles ils ne sont pas préparés. Je suis convaincu que ces techniques peuvent leur sauver la vie. »

Au Yukon, la plupart des décès de policiers sont dus à des facteurs environnementaux (surtout le temps froid et les eaux glacées). C'est pourquoi le serg. Glenn Ramsay, responsable de la formation des membres de la GRC au Yukon, et le cap. Long ont mis au point en 2013 le cours de survie en pleine nature en s'inspirant des pratiques exemplaires en usage ailleurs au pays.

Serg. Glenn Ramsay, GRC

Durant le cours sur les opérations et les aptitudes de survie en pleine nature, les policiers apprennent des techniques de sauvetage, l'art de naviguer par GPS et à la boussole ainsi que des techniques de survie.

Le cours en est à sa quatrième année et est offert à tous les policiers de la GRC au Yukon.

« Les techniques enseignées peuvent servir au quotidien, qu'il s'agisse de se rendre sur les lieux reculés d'un accident, de traquer des braconniers ou d'intervenir sur l'eau ou au bord de l'eau. Comme tout peut arriver, nos policiers doivent toujours être prêts », conclut le serg. Ramsay. ■

SAISIR LES CONSÉQUENCES DE L'ALCOOL AU VOLANT

par Deidre Seiden

Des élèves de l'école secondaire Mealy Mountain Collegiate de Happy Valley-Goose Bay (T.-N.-L.) ont été témoins des conséquences de l'alcool au volant lors d'une tragédie simulée.

Le printemps dernier, juste avant la remise des diplômes, ils ont assisté à l'intervention, tout près de leur établissement, de policiers de la GRC, de pompiers et d'ambulanciers auprès de victimes, dont certaines étaient inanimées et coincées dans la carcasse d'une voiture qui avait percuté une motoneige.

L'objectif de la section du Labrador de Mothers Against Drunk Driving (MADD), organisatrice de l'événement, était d'amener les élèves à bien saisir les effets dévastateurs de l'alcool au volant.

« Les jeunes entendent parler de la conduite en état d'ébriété dans les médias, mais en comprennent vraiment les répercussions quand ils en voient un exemple réel », explique la cap. Christine Soucy de la GRC, policière communautaire au Détachement de Happy Valley-Goose Bay, qui a aidé à planifier la simulation.

Les élèves ont d'abord été rassemblés dans le gymnase pour y écouter un appel au 9-1-1 avant de se diriger à l'extérieur, où l'accident était simulé.

La cap. Soucy s'est dite impressionnée par le réalisme de la représentation. Les « victimes », incarnées par des élèves, présentaient des blessures réalistes grâce à un maquillage à effets spéciaux. Les pompiers ont utilisé un désincarcérateur pour libérer deux filles coincées à l'arrière de la voiture.

Les élèves ont regardé l'un de leurs camarades de classe, qui criait et saignait de la tête, se faire arrêter pour conduite avec les facultés affaiblies ayant causé la mort.

« Ils étaient aux premières loges d'une arrestation où l'individu se fait menotter et amener au poste », ajoute la cap. Soucy.

Selon Angela Wareham, vice-présidente de la section du Labrador de MADD, le registre de la Cour de Happy Valley-Goose Bay témoigne que la conduite en état d'ébriété est un problème.

Robert Richards, section du Labrador de MADD

Des premiers intervenants, dont des membres de la GRC, et des élèves participant à une simulation d'accident mortel à Happy Valley-Goose Bay (T.-N.-L.)

« Et Goose Bay n'est pas un cas unique : au Canada, quatre personnes meurent chaque jour parce que quelqu'un décide de conduire avec les facultés affaiblies, précise-t-elle. On ne peut peut-être pas empêcher les jeunes de consommer de l'alcool ou de la drogue, mais des exercices aussi convaincants que celui-ci pourraient les dissuader de prendre le volant après avoir bu. » ■

LA GRC DANS UNE VIDÉO DE FORMATION DU FBI

par Deidre Seiden

Représenter la GRC dans une vidéo de formation du Federal Bureau of Investigation (FBI) était une première pour l'insp. Peter Trottier.

« Durant mes années à la Div. Dépôt et au Collège canadien de police, j'ai eu plusieurs fois l'occasion de parler en public, confie l'insp. Trottier. Pendant le tournage, je me suis rendu compte que je n'allais pas être entendu seulement par le FBI, mais aussi par toute la collectivité de l'application de la loi américaine. »

La vidéo servira à faire connaître le fichier des fugitifs étrangers aux policiers américains et leur apprendra à consulter la base de données du National Crime Information Center (NCIC) ainsi que la marche à suivre s'ils tombent sur une personne faisant l'objet d'un mandat d'arrêt canadien.

« Le fichier des fugitifs étrangers est particulier : nos organismes d'application de la loi n'y créent ni n'y versent de dossiers », explique Stephen Fischer, porte-parole du FBI.

Ce fichier est alimenté et tenu exclusivement par la GRC et INTERPOL. Il renferme des renseignements sur des personnes recherchées en lien avec des infractions commises à l'extérieur des É.-U.

« En plus de saisir les données dans le NCIC pour les autres organismes canadiens de l'application de la loi, la GRC fait office d'intermédiaire entre les É.-U. et l'organisme qui a procédé à l'arrestation au Canada », ajoute Krista Bowman, responsable du Groupe NCIC de la GRC.

Dans un scénario de la vidéo, un véhicule est arrêté et un policier vérifie dans le NCIC un permis de conduire de l'Ontario expiré.

Le policier trouve une correspondance dans le fichier des fugitifs étrangers : la personne est recherchée au Canada pour fraude.

L'insp. Trottier parle de la GRC, de ses méthodes de collecte et de versement des renseignements dans le NCIC et des étapes à suivre pour amorcer le processus d'extradition.

Une fois le mandat d'arrêt confirmé, on lance le processus d'obtention d'un mandat d'extradition.

La base de données, qui relie la collectivité américaine de l'application de la loi à ses partenaires dans le monde, est un important outil pour le FBI et la GRC.

« Elle fournit des renseignements essentiels à la sécurité et à l'efficacité du personnel de l'application de la loi américain, et aide le Canada à trouver et à faire extrader des personnes recherchées », conclut M. Fischer. ■

PRÊTER SERMENT SUR UNE PLUME D'AIGLE

par Amelia Thatcher

Cap. De-Anne Sack, GRC

La possibilité de prêter serment sur une plume d'aigle sera offerte dans les cours provinciales et dans les treize détachements de la GRC qui fournissent des services de police à des collectivités autochtones en Nouvelle-Écosse.

Les détachements de la GRC et les cours provinciales de la Nouvelle-Écosse offriront bientôt aux victimes, témoins, suspects et policiers autochtones la possibilité de prêter serment sur une plume d'aigle.

Tout comme lorsque des témoins doivent jurer, la main sur la Bible, ou affirmer solennellement de dire la vérité, les personnes qui témoignent en cour ou qui signent une déclaration poseront la main sur la plume d'aigle pendant qu'elles prêtent serment.

« Pour bien des membres des Premières Nations, jurer sur la Bible ne veut rien dire, » avoue la cap. De-Anne Sack, l'analyste des Services de police autochtones de la GRC en Nouvelle-Écosse qui a eu l'idée. « Mais jurer sur une plume d'aigle a plus d'importance et de poids pour eux. »

Dans la culture autochtone, l'aigle est sacré parce qu'il vole si haut qu'il est l'oiseau qui se rapproche le plus du Créateur. Symbole de spiritualité, la plume d'aigle est utilisée dans bien des traditions autochtones en Amérique du Nord.

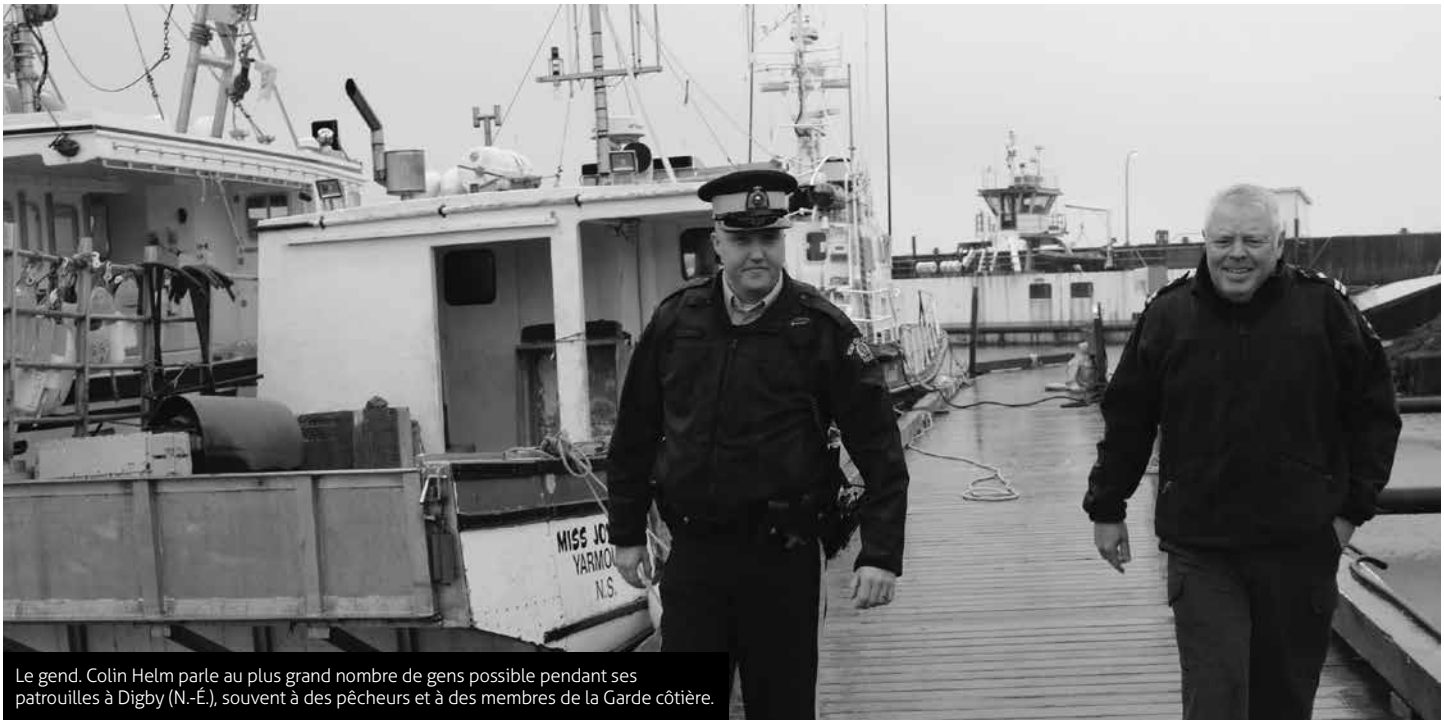
« Cette nouvelle mesure permettra d'introduire notre culture et notre spiritualité dans le système de justice, signale Catherine Benton, la première juge d'origine micmaque dans la province. Elle lancera aussi le processus visant à offrir un système de justice inclusif et pertinent pour les membres des Premières Nations. »

Après avoir proposé la plume d'aigle dans les cours provinciales, la cap. Sack a pensé qu'elle pourrait aussi être utilisée dans les détachements de la GRC par les policiers qui affirment la signification d'affidavits et de citations à comparaître ainsi que par les victimes et les suspects autochtones qui font des déclarations sous serment.

« La plume d'aigle vise, entre autres, à accroître la sensibilisation culturelle autochtone à la Gendarmerie, explique la surint. pr. Marlene Snowman, OREC en Nouvelle-Écosse. J'espère qu'elle montrera à nos employés autochtones que leur culture a de l'importance et qu'elle a sa place à la GRC. »

Les plumes d'aigle devraient être distribuées en octobre dans les treize détachements de la Nouvelle-Écosse qui fournissent des services de police à des collectivités autochtones.

« En tant qu'Autochtone, je serais fière de pouvoir prêter serment sur une plume d'aigle dans un détachement, conclut Sack. C'est un pas dans la bonne direction pour rapprocher les collectivités des Premières Nations et la GRC. » ■



Amelia Thatcher

Le gend. Colin Helm parle au plus grand nombre de gens possible pendant ses patrouilles à Digby (N.-É.), souvent à des pêcheurs et à des membres de la Garde côtière.

MILIEUX RURAUX ET URBAINS

TRAVAILLER DANS DES COMMUNAUTÉS DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

par Amelia Thatcher

Lundi matin, 8 h. Le Détachement de Digby, dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, se réveille tout juste. La veille, la balise d'une randonneuse s'est activée, signalant un appel de détresse.

Au moment où les membres franchissent la porte, le s.é.-m. Dave Chubbs, chef du petit détachement de 16 personnes, leur fait état de la situation.

Deux membres seulement étaient de service quand ils ont reçu, à 21 h 30, l'appel au sujet d'une randonneuse disparue près d'East Cranberry Lake, à une cinquantaine de kilomètres de Digby, au fond des bois. Comme les policiers ne connaissaient pas bien le secteur, ils ont fait appel aux Ressources naturelles.

Les recherches ne progressant pas, la GRC décide d'avoir recours à l'équipe de bénévoles formés en recherche et sauvetage et d'appeler en renfort des policiers d'un détachement voisin. Plusieurs heures se sont écoulées, et n'ayant toujours pas localisé la femme, la GRC appelle le centre conjoint de coordination de sauvetage, dirigé par la Garde côtière et l'armée.

Vers 3 h, le gestionnaire des risques demande l'aide de la Défense nationale, qui envoie un hélicoptère Cormorant survoler le secteur.

« Ça montre bien le nombre de partenaires à qui nous devons faire appel en cas d'urgence, affirme le s.é.-m. Chubbs. Tous les chefs de détachement savent qu'ils devront tôt ou tard compter sur l'aide de leurs voisins, surtout en milieu rural. »

MILIEU RURAL : DIGBY (N.-É.)

Le Détachement de Digby de la GRC sert une vingtaine de localités du comté de Digby. Ce secteur rural d'environ 18 000 habitants est un microcosme de la diversité du Canada : on y trouve une communauté de la Première Nation mi'kmaq appelée Bear River, deux îles parsemées de villages de pêcheurs isolés et trois communautés de souche africaine établies en N.-É. depuis le XVIIIe siècle.

À bien des égards, l'unicité des populations et l'étendue des territoires sont les plus grands défis à surmonter pour les détachements ruraux comme celui de Digby. L'éloignement de certaines communautés peut compliquer l'intervention des policiers de la GRC en raison de la distance.

« Si une urgence survient en ville, toute la cavalerie s'amène. En milieu rural, le policier le plus près peut se trouver à une quarantaine de kilomètres, explique le surint. Martin Marin, officier de district policier, sud-ouest de la N.-É. Il faut bien connaître ses partenaires et exploiter toutes les ressources disponibles. »

Les îles Long et Brier sont des exemples parfaits de communautés rurales difficiles d'accès. Au sud-ouest de Digby, ces îles se trouvent au bout d'une longue péninsule, surnommée la langue de terre de Digby. Il faut un peu plus d'une demi-heure pour arriver jusqu'au petit port, au bout de la péninsule, où un traversier part chaque heure à destination de l'île Long. Ensuite, un autre traversier amène les passagers jusqu'à l'île Brier. Le trajet complet peut durer un peu plus d'une heure, si on compte les traversées en bateau.

« Nous sommes esclaves de l'horaire des traversiers », fait remarquer le gend. Colin Helm, l'agent de liaison avec les écoles de Digby. D'après lui, l'éloignement des îles confère à ces communautés un caractère distinctif qu'il n'avait jamais connu jusque-là dans sa carrière.

« Quand on prend le traversier, c'est un peu comme si on changeait de pays, ajoute-t-il. Dès que les gens voient la voiture de

police se diriger vers la pointe de la langue de terre de Digby, ils l'annoncent sur Facebook et envoient des textos à tous leurs voisins. Ils savent qu'on arrive sur les îles avant même qu'on y mette les pieds. »

La GRC à Digby ne reçoit pas beaucoup d'appels des îles Long et Brier, ce qui s'explique en partie par la faible densité de population, soit quelque 500 habitants répartis sur les deux îles.

« Croyez-moi, il n'y a pas plus rural que ça, dit le gend. Helm en parlant de l'île Brier. On n'y trouve que deux rues et tous les habitants se connaissent. »

Des casiers à homards en métal et des bouées s'empilent le long de la route en gravier près de la mer. La plupart des maisons ont été abîmées par les intempéries et construites sur de grands terrains gazonnés où sont garés des bateaux et des VTT.

Pendant ses patrouilles, le gend. Helm salue tous les gens qu'il rencontre. Il connaît la plupart d'entre eux et est au courant de l'histoire de chacun.

« Janet aime se promener le long de ces chemins », nous dit-il au moment où il fait un signe de la main à une dame âgée avançant lentement dans la rue avec une marchette, sous la pluie. Elle se retourne, lui fait un grand sourire et le salue au moment où il passe à côté d'elle.

Selon lui, la visibilité est l'un des aspects les plus importants du travail policier en milieu rural : pour se sentir en sécurité, les résidents veulent voir les policiers circuler dans les rues, à pied ou en voiture. Et c'est souvent pendant leurs rondes que les policiers voient des choses qui clochent.

« J'aime circuler sur les routes secondaires, car on ne sait jamais ce qu'on peut y trouver, confie-t-il. Quelque chose peut attirer mon attention, que ce soit une personne ayant des troubles mentaux, une personne intoxiquée ou même un cas de violence conjugale. »

Amelia Thatcher

Au Détachement de Bible Hill, des policiers organisent chaque jour des points de contrôle routier pour contrer la conduite avec les facultés affaiblies.

Le gend. Helm essaie de se rendre sur les îles quelques fois par mois. Le reste du temps, il va dans les écoles, planifie des projets de sécurité, travaille à la résolution de problèmes dans les localités et répond aux appels de services généraux. Ici, il arrive souvent que les policiers mènent les enquêtes du début à la fin et se présentent devant les tribunaux, car les petits détachements n'ont pas facilement accès à des équipes spécialisées ou à des agents de liaison avec les tribunaux.

« En milieu rural, nous sommes un peu des hommes à tout faire, conclut-il. Mais j'adore ça. Ce qui est formidable, c'est qu'on apprend énormément de choses chaque jour. »

MILIEU URBAIN : HALIFAX (N.-É.)

Chaque quart de travail au Détachement de Sackville, District de Halifax, commence par une réunion d'équipe. Huit policiers aux services généraux entrent dans une salle de conférence du bâtiment et entreprennent un bloc de quatre journées de travail après trois jours de congé. Contrairement au Détachement de Digby, qui est ouvert 19 heures sur 24 en moyenne (des policiers sont en disponibilité le reste du temps), le District de Halifax assure des services en tout temps.

« Même si c'est mercredi, on se sent comme un lundi matin », dit le serg. Craig Smith, chef de veille, Équipe 3. Il est responsable d'une vingtaine de policiers de trois des six détachements de Halifax : Lower Sackville, Cole Harbor et Tantallon. Pendant ses quarts, il garde aussi un œil sur les détachements de Musquodoboit Harbour, de Sheet Harbour et de North Central.

À titre de chef de veille, le serg. Smith voit à la bonne marche de l'Équipe 3 en faisant figure d'autorité, en donnant des directives et en offrant de l'aide au besoin.

« Je m'assure que les policiers ont tout ce qu'il faut pour faire leur travail, explique-t-il. Ils peuvent me faire des comptes rendus, mais je leur fais confiance. Je suis là pour les soutenir. »

Il assigne des tâches supplémentaires aux policiers selon les secteurs où la criminalité est la plus forte d'après les plus récentes données. Depuis huit ans, le District de Halifax s'appuie sur des statistiques pour planifier ses opérations. Toutes les trois semaines, les chefs de veille, les responsables des services d'enquête et les officiers responsables examinent ensemble les dernières tendances et statistiques en matière de criminalité.

Analyste criminelle chargée de passer en revue les données des enquêtes et des appels de service, Sheila Serfas anime les réunions. Elle présente les tendances actuelles et une carte des secteurs où la criminalité est la

Amelia Thatcher

Le District de Halifax se sert de données comparatives pour cartographier les secteurs où la criminalité est élevée, ce qui aide à l'affectation de ressources policières supplémentaires.

plus importante, sur laquelle le nombre et les types de crimes commis sont indiqués.

Même si les petits détachements ruraux ne se servent pas très souvent d'analyses statistiques étant donné que peu de crimes y sont perpétrés, le District de Halifax juge cet outil précieux.

« Quand nous avons commencé à cartographier les crimes, beaucoup d'incidents survenaient dans le district : des dommages matériels, des accidents de la route, etc. Ce n'est plus le cas, affirme Mme Serfas. Chaque mois l'été, environ 150 véhicules étaient volés; aujourd'hui il y en a à peine une trentaine. »

Elle analyse les chiffres plus en profondeur en vue de faire des recommandations aux policiers. « Non seulement nous examinons les données, nous songeons aussi aux mesures que nous pouvons prendre, explique-t-elle. Le district a donc pu déterminer que ses grandes priorités sont la santé mentale, la jeunesse et la drogue, car les policiers y consacrent la majorité de leur temps.

Si certains crimes sont prévisibles grâce aux données recueillies, d'autres se produisent sans qu'on s'y attende. Récemment, le District de Halifax de la GRC était sur un pied d'alerte : trois appels urgents ont été reçus en quelques heures. Le serg. Smith était le chef de veille.

« On nous a signalé une voiture piégée, un tireur dans une école et un accident impliquant un autobus scolaire, se souvient-il. Il faut toujours être à l'affût et prêt à intervenir. »

Le serg. Smith estime que les policiers doivent absolument connaître les ressources à leur disposition, surtout en cas d'appel urgent. Le Service de police régional de Halifax (SPRH) est l'un des principaux partenaires de la GRC et sert le centre-ville de Halifax, y compris les anciennes municipalités de Bedford et de Dartmouth. La GRC est quant à elle chargée des banlieues comme Sackville et des communautés voisines du comté de Halifax.

« La configuration du territoire fait en sorte que nous travaillons ensemble tous les jours, dit le chef du SPRH, Jean-Michel Blais. Ce qui est intéressant, c'est qu'un crime peut avoir été commis sur le territoire de la GRC et que l'enquête soit menée par le SPRH, et vice-versa. »

Il ajoute que les deux services travaillent de façon entièrement intégrée et partagent même une radiofréquence pour assurer la continuité des opérations. De plus, le District de Halifax et le SPRH ont des équipes intégrées du renseignement criminel, dont une section des crimes majeurs et des équipes de soutien (consultation juridique, intervention d'urgence, identité judiciaire, etc.).

« Pour la GRC, il est avantageux de pouvoir compter sur les policiers du SPRH, qui connaissent les moindres recoins de la ville, estime la surint. pr. Lee Bergerman, off. resp. du District de Halifax. Quant au SPRH, il a accès à nos équipes spécialisées et à nos nombreuses connaissances et pratiques exemplaires en matière de services policiers canadiens. »

Le chef Blais confirme que le partenariat entre les deux services est inestimable.

« Dans une équipe intégrée, peu importe l'insigne que nous portons, nous avons tous le même objectif : faire notre travail. »

MILIEUX URBAINS ET RURAUX : BIBLE HILL (NOUVELLE-ÉCOSSE)

À une heure de route au nord de Halifax se trouve la localité pittoresque de Bible Hill, l'une des trois communautés servies par le District de Colchester de la GRC. Ce petit village d'agriculteurs est voisin de la ville de Truro, la rivière Salmon séparant les deux municipalités. D'un côté, les services policiers sont assurés par la GRC et de l'autre,

OPÉRATION *THINK OF ME* À DIGBY

par Amelia Thatcher

Une image vaut mille mots – surtout quand il s'agit d'un dessin d'enfant vous rappelant de conduire avec prudence. C'est pourquoi le gend. Colin Helm a fait appel aux élèves de l'école élémentaire locale à Digby (N.-É.) pour l'opération *Think of Me*, une campagne de sensibilisation à la prudence au volant

« Nous voulions inciter les conducteurs à ralentir dans les zones scolaires, explique le gend. Helm, agent de liaison avec les écoles. Et nous avons pensé que le message serait mieux senti s'il venait des enfants. »

Le gend. Helm a donc demandé aux élèves dans cinq écoles élémentaires locales de dessiner un message sur papier. Certains ont illustré la façon de traverser la rue en sécurité et d'autres ont demandé aux conducteurs de mettre leur cellulaire de côté au volant. Les agents ont distribué les dessins durant des contrôles routiers.

Amelia Thatcher

Plus de 500 dessins comme ceux-ci ont été distribués aux conducteurs durant l'opération *Think of Me*, une campagne de sensibilisation à la sécurité routière à Digby (N.-É.)

« Les jeunes étaient bien excités à l'idée de prendre part à une initiative importante », explique le gend. Helm.

À l'endos des dessins, un message imprimé de la GRC rappelant aux conducteurs de ralentir et de faire attention aux enfants dans les zones scolaires.

Lancée en 2014, l'opération *Think of Me* a été rééditée en différentes versions presque chaque année. Le gend. Helm en attribue la réussite à l'appui enthousiaste de la collectivité.

« C'est une initiative simple, mais qui contribue singulièrement à la sécurité routière, explique-t-il. Penser globalement, mais agir localement pour résoudre des enjeux de sécurité publique. »

Cet hiver, le gend. Helm compte demander aux enfants de faire des dessins pour les sacs de papier servant à emballer les bouteilles à la régie des alcools, pour dissuader l'alcool au volant durant les fêtes.

« Comme il n'est pas possible de faire venir les enfants aux contrôles routiers pour parler aux gens, c'est une bonne façon de passer le message : ralentissez et conduisez avec prudence », souligne le gend. Helm.

par le Service de police de Truro.

Même si les deux services de police font des patrouilles dans des municipalités voisines, ils ne travaillent pas de façon intégrée comme c'est le cas dans le District de Halifax. Le plus souvent, ils s'occupent seulement de leur territoire, sauf en cas d'incident grave.

Cette situation s'explique notamment par le fait que les équipes spécialisées pour le nord-est de la Nouvelle-Écosse, comme celles des crimes majeurs et de la circulation, se trouvent à Bible Hill. À cet égard, le Détachement de Bible Hill bénéficie de tous les avantages d'un gros détachement tout en permettant aux membres d'être autonomes.

Le comté de Colchester a de nombreuses priorités en commun avec le District de Halifax : la santé mentale, le travail auprès des jeunes et la drogue sont en tête de liste, de même que la consommation abusive d'alcool et la conduite avec les facultés affaiblies.

Afin de contrer l'alcool au volant, les policiers organisent, une fois par jour, des points de contrôle aux intersections pour vérifier la sobriété des automobilistes ainsi que la validité de leur permis, de leurs immatriculations et de l'autocollant de leur véhicule.

« Nous choisissons toujours un endroit différent, c'est un peu comme jouer au chat et à la souris », explique le s.é-m. Allan Carroll, chef du District de Colchester de la GRC. Selon lui, dans les petits détachements, tous les membres aident du mieux qu'ils le peuvent, même le chef. « Je suis de la vieille école : j'aime être sur le terrain avec mes collègues. »

Pour la gend. Lorilee Morash, agente de liaison avec les écoles, la sensibilisation aux dangers de l'alcool et de la drogue constitue aussi une priorité. Chaque fin d'année scolaire, elle anime des ateliers dans les écoles secondaires, où les jeunes peuvent conduire un go-kart, faire du sport et courir dans l'aire de jeux tout en portant des lunettes de simulation d'alcoolémie.

Au moment de diviser les jeunes en groupes, la gend. Morash les sensibilise au fait qu'il peut être très difficile d'accomplir une tâche aussi simple que marcher lorsqu'on est intoxiqué.

« En milieu rural, la meilleure façon de se déplacer est en automobile, en camionnette ou en VTT, ajoute-t-elle. L'exercice les aide à se rappeler qu'il faut y penser deux fois avant de prendre le volant après avoir consommé de l'alcool ou de la drogue. »

Le Détachement de Bible Hill effectue souvent des patrouilles conjointes avec le ministère des Ressources naturelles afin de repérer des conducteurs de VTT (l'été) et de motoneige (l'hiver) avec les facultés affaiblies.

« Nous tombons sur une personne intoxiquée pendant chaque patrouille de sentier, affirme le gend. Gavin Naime, policier à Bible Hill. Le but n'est pas de remettre des contraventions, mais d'être visibles. Souvent, notre présence suffit pour dissuader les gens. »

Même si les priorités des différents détachements changent selon les populations servies et le territoire, l'objectif demeure le même pour les policiers qui les dirigent.

« J'aime échanger avec les gens, c'est pour cette raison que je suis devenu policier, confie le gend. Naime. Mon but est d'aider ceux qui en ont besoin, et ce qui me rend heureux, c'est de pouvoir embellir la journée de quelqu'un au moins une fois par quart de travail. » ■

DES CHIFFRES :

Comté de Digby :

- **Un détachement : Digby**
- **Nombre d'habitants : environ 17 300**
- **Nombre de policiers de la GRC : 16**

Municipalité régionale de Halifax :

- **Sept détachements : Lower Sackville, Cole Harbour, Tantallon, Preston, Musquodoboit Harbour, Sheet Harbour et North Central**
- **Nombre d'habitants : environ 403 000**
- **Nombre de policiers de la GRC : 193**
- **Nombre de policiers du SPRH : 531**

Comté de Colchester :

- **Trois détachements : Bible Hill, Stewiacke et Tatamagouche**
- **Nombre d'habitants : environ 38 000**
- **Nombre de policiers de la GRC : 35**

Amelia Thatcher

La gend. Lorilee Morash anime des ateliers dans des écoles secondaires de la région pour rappeler aux élèves les dangers liés à la conduite avec les facultés affaiblies, un problème important dans le comté de Colchester (N.-É.).

EXPERTS SUR LE TERRAIN

LES ENQUÊTEURS DE BÉTAIL SECONDENT LA POLICE ET L'INDUSTRIE

par Deidre Seiden

La semaine que le cap. Chris Reister a passé dans un ranch en Alberta en 2010 a été l'une des plus mémorables de sa carrière d'enquêteur de bétail à la GRC.

Aux côtés de l'Alberta Society for the Prevention of Cruelty to Animals et des Livestock Identification Services (LIS), le cap. Reister a capturé 200 vaches et 200 chevaux négligés qui nécessitaient des soins.

« Ce travail m'a plu et il a conduit à des condamnations, mais n'oublions pas la cruauté vécue par ces animaux, explique le cap. Reister. Ça faisait du bien de sortir le bétail de cette situation, de bien le nourrir et de le soigner. »

Sarah Grainger

Le cap. Andrew Grainger, enquêteur de bétail à la GRC en Alberta, sert d'intermédiaire entre la GRC et les producteurs de l'industrie du bétail en Alberta.

EXPERTS

Le cap. Reister est l'un des deux enquêteurs de bétail en Alberta. Il est chargé du sud de la province, tandis que le cap. Andrew Grainger s'occupe du nord, soit de Red Deer jusqu'à la frontière avec les Territoires du Nord-Ouest.

Le cap. Reister a grandi dans une ferme de l'Alberta, et il a élevé son propre bétail avant de joindre les rangs de la GRC. Il est aujourd'hui propriétaire de chevaux.

Grâce à son expérience en agriculture, il a acquis les compétences nécessaires pour devenir enquêteur de bétail, poste qu'il occupe depuis huit ans.

« Ce n'est pas qu'un emploi, c'est aussi un mode de vie », lance le cap. Reister.

Vêtus de jeans et de bottes, et d'un chapeau de cowboy s'ils le désirent, on nomme souvent ces enquêteurs les policiers cowboys.

Seule l'Alberta compte des postes permanents, tandis que la C.-B. s'efforce de combler ce poste depuis longtemps et que la Saskatchewan espère créer un poste similaire.

Bien que les enquêteurs de bétail travaillent principalement pour l'industrie et les membres de la GRC en Alberta, ils sont souvent appelés à donner des conseils sur des affaires qui se déroulent à l'extérieur de la province.

« La police a besoin de nous dans certains dossiers, affirme le cap. Grainger. Il est important d'aller à la rencontre des propriétaires de fermes et de ranchs et de parler avec eux pour comprendre ce qu'ils vivent. »

« Par ailleurs, de nombreux propriétaires de fermes et de ranchs n'ont plus envie de collaborer avec un policier qui ne connaît pas le sujet. Notre rôle d'intermédiaire est très important. »

LA CRIMINALITÉ TOUCHE TOUTES LES INDUSTRIES

C'est aux enquêteurs de bétail de travailler avec l'industrie du bétail – la deuxième industrie en importance en Alberta – pour empêcher le vol et la fraude.

« Le bétail n'est pas différent d'autres produits ou d'autres biens », explique le cap. Reister.

En Alberta, près de 600 animaux d'élevage sont volés chaque année.

Comme les régions rurales sont moins peuplées, ces crimes sont difficiles à résoudre puisqu'il y a moins de témoins. « Il est difficile d'avoir une longueur d'avance sur les criminels, souligne le cap. Reister. Pour ce faire, nous collaborons étroitement avec les inspecteurs de bétail des LIS. »

Shawn McLean, gestionnaire des LIS, qui financent en partie les deux postes de la GRC, affirme que la criminalité est passée du vol de bétail à la fraude liée au bétail.

« Le voleur de bétail moderne vole la banque, pas les gens », lance M. McLean.

Avant de devenir enquêteur de bétail en 2015, le cap. Grainger ne s'était jamais rendu compte à quel point des personnes tentent fréquemment de vendre du bétail financé.

« Comme le prix du bétail est si élevé, il est très lucratif pour les gens de le vendre en leur propre nom et d'empocher l'argent », explique le cap. Grainger.

« Sans le financement du bétail, l'industrie ne survivrait pas, souligne le cap. Reister. Nous faisons donc de notre mieux pour protéger les institutions prêteuses. »

EN RÉSUMÉ

Les appels qu'ils reçoivent le plus fréquemment concernent des animaux errants.

« Le signalement d'animaux errants à la police est pris au sérieux », mentionne le cap. Grainger.

L'hiver passé, le cap. Grainger a dû s'occuper d'un grand nombre de chevaux errants près de Mayerthorpe. Un homme âgé a été tué lorsque son véhicule a foncé dans le groupe de chevaux.

« Au détachement, ils ne savaient pas quoi faire, alors ils nous ont appelés, soutient le cap. Grainger. Nous avons regroupé tous les chevaux, puis nous les avons capturés. »

Une connaissance pratique de l'industrie est nécessaire pour assumer efficacement cette fonction, ce que la majorité des gendarmes ne possèdent pas de nos jours, fait remarquer le cap. Grainger.

« C'est un domaine qui se compare aux autres domaines spécialisés de la police qui exigent une bonne connaissance pratique de l'industrie, précise le cap. Reister. On ne peut pas simplement demander à un policier de sauter sur un cheval et d'attraper un animal errant au lasso. » ■

L'IMPORTANCE DE CONNAÎTRE VOS VOISINS

LA GRC FAIT ÉQUIPE AVEC LES COMMUNAUTÉS POUR LUTTER CONTRE LE VOL

par Deidre Seiden

Andrew Marshall, GRC

Les crimes contre les biens (cambriolages, vols de véhicules et vandalisme) sont une préoccupation pour la police et les résidants de communautés rurales.

Selon Statistique Canada, le nombre et la gravité des crimes commis au pays s'accroissent pour la première fois en 12 ans : les chiffres en la matière ont grimpé de 5 p. 100 de 2014 à 2015.

Cette tendance n'épargne pas les secteurs ruraux. À mesure que les cas de vol et de vandalisme se multiplient, les agriculteurs et les résidants de ces secteurs durcissent le ton et s'arment par mesure de protection.

En Saskatchewan, un groupe Facebook appelé « Farmers with Firearms » (agriculteurs armés) a publié ceci [traduction] : « Si la GRC tarde à intervenir, nous le ferons nous-mêmes. »

Ce genre de discours a incité le s.é.-m. Ken Morrison, chef du Détachement de Blackfalds en Alberta, à poser une question importante lors d'assemblées générales dans sa communauté : êtes-vous prêts à sacrifier votre vie pour protéger votre propriété?

« Si [les résidants] interviennent, quelqu'un va se faire blesser », prévient-il.

Le Détachement de Blackfalds se trouve en périphérie de Red Deer, entre Calgary et Edmonton, les deux plus grandes villes de l'Alberta.

Ken Morrison ou un policier de son personnel assiste à chaque rencontre de ce genre sur le territoire du Détachement pour dialoguer avec la communauté, répondre aux questions de nature policière et couper court aux propos justiciers.

Les résidants du secteur se préoccupent surtout des cambriolages, vols de véhicules, actes de vandalisme et autres crimes contre les biens, qui constituent une priorité pour le Détachement.

« Si les cambriolages et les vols de véhicules sont à la hausse, surtout en milieu rural, c'est qu'il y a des cibles faciles », explique le s.é.-m. Morrison.

SERVIR D'YEUX ET D'OREILLES À LA POLICE

Le cap. Mel Zurevinsky, de la Section de la prévention et de la réduction de la criminalité de la GRC à Regina (Saskatchewan), est conscient de l'existence du groupe Facebook et des inquiétudes croissantes que suscite la criminalité dans les secteurs ruraux de la province.

« Les municipalités et les détachements ruraux ont été bombardés d'appels concernant des vols et des comportements justiciers, note-t-il. Nous n'approuvons en aucun cas les propos qui encouragent les gens à se faire justice. Nous voulons plutôt qu'ils passent par le Programme de surveillance de la criminalité en milieu rural pour signaler leurs observations à la police. »

Ce programme dirigé par la collectivité avec le soutien de la police vise à prévenir et à réduire la criminalité par un effort de partenariat. L'implication citoyenne dans le programme était forte en Saskatchewan au début des années 2000, mais elle a baissé au fil des ans.

Mel Zurevinsky a parlé de le revitaliser lors du congrès printanier de la Saskatchewan Association of Rural Municipalities.

« On ne peut pas être partout à la fois, alors les résidants nous servent d'yeux et d'oreilles », souligne le cap. Zurevinsky.

Il a mis à jour de la documentation à distribuer aux municipalités rurales, présenté des exposés lors d'assemblées générales et communiqué avec divers médias pour faire passer le message que la meilleure solution tient à collaborer avec la police.

Quelque 22 collectivités en Saskatchewan s'emploient actuellement à revitaliser leur programme de surveillance en milieu rural ou à en mettre un sur pied.

Le cap. Zurevinsky félicite la municipalité rurale d'Edenwold pour le succès de son programme, qu'il cite souvent à titre d'exemple.

Celui-ci mise sur la technologie : environ 60 p. 100 de ses 90 membres utilisent l'application de clavardage en groupe WhatsApp pour échanger en temps réel sur les activités suspectes dans leur communauté. Quelques agents du détachement local de la GRC participent aussi à ces échanges.

Tim Brodt, conseiller municipal à Edenwold et président de son Programme de surveillance de la criminalité en milieu rural, dit que le but est d'empêcher les criminels de s'arrêter dans le coin.

« Nous insistons notamment sur l'importance de connaître vos voisins et de savoir ce qu'ils conduisent, explique-t-il. Si vous voyez un véhicule suspect, notez le numéro de plaque et la date, puis diffusez ces informations sur WhatsApp. De cette façon, nous aurons quelques pistes s'il arrive quelque chose. »

Selon le cap. Zurevinsky, le principe du programme est simple. On demande aux membres d'assister à quelques réunions par année et d'être vigilants dans leurs activités quotidiennes. S'ils voient quelque chose de suspect, ils le notent, le partagent et le signalent à la police au besoin.

« Nos analystes de la criminalité peuvent utiliser cette information pour identifier les individus concernés et déterminer où les crimes ont lieu », précise-t-il.

On l'a vu dans le cas de Joseph Palmer, condamné récemment en Saskatchewan relativement à 114 accusations de cambriolage en milieu rural grâce aux efforts concertés de Kim Audette, analyste de la criminalité, et de la gend. Holly LeFrancois, enquêtrice au dossier.

ÉLÉMENTS DE PREUVE CRUCIAUX

Le cap. Mike Boychuk, du Détachement de Brandon de la GRC au Manitoba, considère l'analyse de la criminalité comme un outil important dans les collectivités rurales.

« La plupart des gens ont des habitudes, et cette règle vaut aussi pour les criminels, observe-t-il. Le cambrioleur qui aime utiliser un démonte-pneu s'en servira plus d'une fois. Si nous reconnaissons cette habitude et que nous trouvons l'élément de preuve clé qui permettra d'identifier le suspect, nous pouvons élucider beaucoup de crimes. »

La plupart des crimes commis en milieu rural sont difficiles à résoudre.

« Le territoire est vaste et les témoins, rares », constate le cap. Boychuk. « Pas plus tard que la semaine dernière, il y a eu quatre cambriolages à Souris. Nous cherchons des preuves et essayons de trouver des témoins pour mener à bien les enquêtes, mais c'est difficile. »

Il dit que la police cherche toujours des traces de pneus ou de pas et des empreintes digitales, mais que les preuves recueillies grâce aux caméras de surveillance sont particulièrement utiles.

« Nous encourageons vivement les gens à s'équiper d'un système de surveillance, poursuit le cap. Boychuk. Une alarme peut dissuader un criminel d'entrer chez eux, mais il est difficile de l'attraper quand le temps nécessaire pour se rendre sur les lieux peut varier de 15 minutes à plus d'une heure. »

Parfois, il suffit de trouver un élément du casse-tête, comme un enregistrement vidéo, pour élucider un crime. C'est ainsi, note le cap. Boychuk, que la police a pu démanteler un réseau de criminels qui ciblait des secteurs ruraux l'hiver dernier.

Cinq hommes ont été accusés de vol de véhicules, d'armes à feu et d'outils provenant de propriétés dans le sud-ouest du Manitoba.

Il y a d'abord eu un cambriolage sur une propriété rurale. La victime a signalé le vol de quelques cartes de crédit, dont l'une a été utilisée peu de temps après dans un dépanneur à Brandon.

La GRC s'est empressée d'obtenir l'enregistrement de la caméra de surveillance du magasin, ce qui lui a permis d'identifier des suspects. Un peu plus tard, le Groupe de l'identité judiciaire a prélevé sur un véhicule volé une empreinte digitale correspondant à celle d'un criminel connu.

« Ces deux éléments clés nous ont mis sur la bonne voie, conclut le cap. Boychuk. Après avoir arrêté les suspects, nous avons employé des techniques d'interrogatoire qui ont suscité des aveux. L'arrestation de quatre individus a mené à l'élucidation de plus de 100 crimes. »

GROUPE SPÉCIALISÉ

Dans le centre de l'Alberta, le Groupe de travail sur les crimes prioritaires travaille depuis octobre 2014 à freiner la hausse de la criminalité en milieu rural.

Ce groupe d'enquêteurs en civil réunit des agents des détachements de la GRC à Blackfalds, Red Deer, Sylvan Lake, Innisfail, Bashaw, Ponoka, Rimbey et Rocky Mountain House ainsi que du Service de police de Lacombe.

Il utilise les renseignements recueillis par les policiers de première ligne afin d'établir des liens entre des crimes. « Le groupe a réussi à démanteler plusieurs organisations qui commettaient activement des crimes contre les biens », fait remarquer le s.é.-m. Morrison.

Ce dernier cherchait un nouveau moyen de s'attaquer à la criminalité dans les secteurs ruraux de son district sans alourdir le fardeau de ses policiers aux services généraux, déjà très sollicités.

Inspiré par le succès du Groupe de travail sur les crimes prioritaires, il a demandé aux comtés de Red Deer et de Lacombe, qui relèvent du territoire du Détachement de Blackfalds, de financer à parts égales deux postes dont les titulaires formeraient une Section des enquêtes générales (SEG) pour se concentrer sur les crimes contre les biens et d'autres crimes graves dans ces comtés.

Le s.é.-m. Morrison a explicitement demandé deux enquêteurs en civil. Il ne voulait pas d'autres policiers en uniforme dont l'efficacité irait se diluer dans les activités courantes du Détachement, mais des ressources qui permettraient le ciblage voulu.

« C'était à mon avis l'un des arguments les plus convaincants, parce qu'on ne demandait pas juste un autre policier, mais un moyen précis de lutter contre un problème des plus préoccupants aux yeux non seulement du public mais aussi de la police », observe le s.é.-m. Morrison.

La nouvelle SEG offrira plusieurs avantages stratégiques. En plus de libérer les membres aux services généraux pour travailler dans une optique plus proactive que réactive, elle sera en mesure de mener les enquêtes du début à la fin et d'établir des liens entre les dossiers.

La GRC se penche sur les détails du contrat avec les comtés de Red Deer et de Lacombe. La SEG sera basée au Détachement de Blackfalds, mais offrira ses services sur l'ensemble du territoire des deux comtés, en plus de ceux qu'y fournissent déjà d'autres détachements et corps policiers municipaux.

Le s.é.-m. Morrison espère qu'elle entrera en fonction d'ici l'été 2018.

Il est heureux de voir que cette nouvelle entente amènera les comtés ruraux et leurs résidants à contribuer plus activement à la maîtrise de l'enjeu.

« Pendant longtemps, le soin de maintenir l'ordre était simplement laissé à la police, croit le s.é.-m. Morrison. Grâce à la mobilisation active des collectivités, les gens comprennent mieux que c'est l'affaire de tous. » ■

Les crimes en milieu rural peuvent être difficiles à résoudre en raison des grands espaces ouverts et du peu de témoins.

Andrew Marshall, GRC

GRC de C.-B.

Le gend. Chuck Marjara du Groupe de la diversité et de la mobilisation communautaire de la GRC à Surrey (C.-B.) rencontre des jeunes réfugiés et de nouveaux arrivants pour s'entretenir avec eux sur les enjeux de sécurité personnelle et la façon de contacter la police en cas de difficulté.

LA POLICE EN MILIEU RURAL ET URBAIN : QUELLE EST LA MEILLEURE DÉMARCHE DE SENSIBILISATION?

LES SPÉCIALISTES :

- **Gend. Chuck Marjara, Diversité et Mobilisation communautaire, GRC, Surrey (C.-B.)**
- **Comm. adj. Curtis Zablocki, commandant de la Division F, GRC, Regina (Sask.)**
- **Sherry Bray, Direction des affaires publiques, Police du Kentucky**
- **S.é.-m. Jeffrey Duggan, Police provinciale de l'Ontario, Détachement de Kenora**

Que le secteur de patrouille se trouve dans un secteur rural isolé ou dans un centre ville à forte densité de population, l'établissement de liens avec les membres de la collectivité est essentiel. Mais quelle démarche privilégier lorsque les habitants sont dispersés sur des kilomètres carrés ou bien concentrés dans un secteur peu étendu, mais avec des besoins divers? Nous avons demandé à nos experts quels outils et méthodes leur sont le plus utiles pour nouer des relations avec la population.

GEND. CHUCK MARJARA

Essentiellement, au delà des disparités entre milieux rural et urbain, le travail policier repose sur l'établissement de liens de confiance avec le public. Dans les secteurs isolés, le travail concerne la collectivité entière. À Surrey, où plus de 50 p. 100 de la population est issue d'une minorité visible, nous jugeons préférable d'aborder les citoyens individuellement, pour nous familiariser avec leur culture et participer aux activités qui y sont reliées.

Par exemple, citons nos initiatives actuelles pour nous rapprocher de la communauté musulmane. Il s'agissait d'abord de déterminer les responsables de la communauté, puis de les rencontrer pour discuter d'enjeux de sécurité et des possibilités de collaborer en vue de favoriser la protection de tous. La rencontre s'est soldée par deux recommandations : sensibiliser les agents à la communauté et établir des liens avec ses membres en participant à des activités et à des séances de sensibilisation.

Sensibilisation à l'interne : Outre la présentation d'ateliers sur la diversité au personnel, le Groupe de la diversité a entrepris de produire une vidéo où des membres de la communauté musulmane parlent de divers sujets, p. ex. les usages au moment d'entrer dans une mosquée, le but du hijab et la façon d'interagir avec la communauté en général. Le Groupe a aussi organisé un succulent repas iftar durant le ramadan qui a réuni plus de 100 membres de la communauté et des policiers pour permettre à tous de se familiariser les uns avec les autres.

Mobilisation préventive : Après la fusillade survenue dans une mosquée canadienne plus tôt cette année, le Groupe de la diversité de la GRC à Surrey a pris l'initiative de visiter des centres islamiques locaux. Les responsables de la mosquée se sont réjouis que les policiers prennent le temps de les soutenir et d'entendre leurs préoccupations. Les agents se présentent aussi à la mosquée le vendredi, jour d'affluence, pour sensibiliser la communauté à l'importance de signaler le crime et la façon de faire. Ils assistent aussi aux rencontres sportives avec les jeunes pour aborder des sujets comme les gangs, la drogue et l'intimidation.

Un moyen de mesurer l'efficacité des démarches consiste à observer le nombre d'appels spontanés reçus pour nous signaler des préoccupations ou nous inviter à une célébration. Lorsque les agents en uniforme sont accueillis dans les célébrations traditionnelles et que les relations avec les membres de la communauté sont chaleureuses, nous savons que les choses progressent. C'est l'élément

de confiance crucial qui fait que les gens sont plus enclins à appeler la police, tant dans une situation d'urgence qu'au quotidien.

COMM. ADJ. CURTIS ZABLOCKI

Si on s'entend pour dire que l'efficacité de la police repose sur la mobilisation communautaire, l'établissement de relations revêt diverses formes et prend un aspect particulier en milieu rural.

Protéger un vaste secteur rural à faible densité de population comme la Saskatchewan nécessite une mobilisation particulière de la population. Comme les agents en patrouille ne peuvent être partout à la fois, nous devons nous en remettre aux citoyens pour être les yeux et les oreilles de la police.

Des initiatives comme le Programme de surveillance de la criminalité en milieu rural et Patrouille de citoyens s'inscrivent naturellement dans l'esprit communautaire qui a toujours prévalu dans ce milieu : chacun garde un œil sur son voisin. Ces programmes sont une source précieuse d'information pour la police, tout en étant axés sur la sécurité des volontaires.

Si la visibilité constitue un défi inhérent à la police rurale, c'est aussi un outil important de mobilisation. Se rendre périodiquement au café ou à la patinoire du coin lors d'une joute de hockey est un geste simple qui peut rapporter des dividendes. Remplir des documents administratifs sur notre poste mobile dans l'autopatrouille près d'intersections achalandées, dans une zone scolaire ou dans un secteur à problème de la localité est un autre moyen efficace de rappeler aux gens notre présence.

Peu importe le milieu – rural ou urbain – , les chefs de détachement et le personnel concentrent leur attention sur l'établissement de liens afin de s'attaquer aux causes profondes du crime comme les troubles de santé mentale, la toxicomanie et la pauvreté. La création de partenariats mène à des initiatives efficaces.

Nous encourageons la localité à créer un comité de sécurité communautaire – un groupe de partenaires mobilisés pour raffiner les projets en cours ou en proposer de nouveaux et les intégrer à une stratégie adaptée à leurs besoins. Ensemble, ils adopteront une démarche polyvalente de sécurité communautaire en collaboration avec la police et d'autres organismes.

Pour établir et maintenir un milieu sûr, la collectivité doit avoir des liens de confiance avec la police, tant dans les secteurs ruraux qu'urbains.

SHERRY BRAY

Depuis ses humbles débuts comme patrouille routière en 1948, la police de l'État du Kentucky a toujours privilégié la police communautaire. En tant que service de police rural sur lequel dépendent les citoyens, nous faisons de la mobilisation et de l'interaction la pierre angulaire de notre mission. Rien ne saurait remplacer les entretiens de vive voix, mais nous tirons néanmoins profit du réseautage dans les médias sociaux pour mobiliser les gens.

Nous utilisons différentes plateformes pour joindre un éventail élargi de personnes lorsque nous publions de l'information, des mises à jour, des photos et des vidéos.

Ainsi, dans Facebook, nombre de nos partisans ont plus de 40 ans. Nous allions actualités et histoires qui réchauffent le cœur dans nos articles. Dans Twitter, où nous touchons un public jeune, nos messages sont concis et agrémentés de termes et de mèmes très tendance, qui sont courants sur cette plateforme.

Instagram est l'un des sites sociaux où nous jouissons d'une popularité grandissante, que nous attribuons au message visuel que les adeptes y trouvent. Nous l'utilisons de façon stratégique pour montrer au public les facettes de notre service qu'ils ne voient pas souvent dans les bulletins de nouvelles ou en public. Ainsi, nous y afficherons la photo d'un agent au stand de limonade d'un enfant, visitant un enfant hospitalisé ou donnant du sang lors d'une collecte communautaire. Nous limitons le texte, car une image vaut mille mots.

Facebook semble être l'un de nos sites de médias sociaux les plus populaires; nous y recevons de nombreuses mentions « J'aime », des partages et des messages privés. Nous permettons à nos adeptes d'exprimer leur opinion sur nos articles dans la mesure où il n'y a rien de péjoratif ou d'offensant. Souvent, lorsqu'une personne est en désaccord avec nous, nous avons la possibilité de prendre contact (par Facebook) afin de résoudre leur préoccupation. Parfois, nous devons nous résoudre à ne pas nous entendre, mais l'important est d'avoir entamé un dialogue qui n'aurait pas eu lieu sans les médias sociaux.

Notre intention dans l'utilisation des médias sociaux est de diffuser des renseignements importants aux citoyens. C'est un relais utile lorsque nous ne pouvons entamer une conversation en personne.

S.É.-M. JEFFREY DUGGAN

La Police provinciale de l'Ontario (OPP) constitue l'un des plus vastes services de police en Amérique du Nord, comptant plus de 6 200 agents et 160 détachements et bureaux satellites. Nombre d'agents sont affectés dans une petite ville ou collectivité.

L'affectation dans une petite ville, dans un village ou dans une communauté autochtone nécessite l'établissement d'un partenariat authentique avec les citoyens. L'agent de service pourrait être le seul dans le secteur, ses renforts se trouvant à des heures de route. Dans une petite localité, les liens que vous nouez sont essentiels et déterminants pour votre propre sécurité.

Mon premier poste a été dans une petite communauté autochtone. De service et au repos, j'ai consacré beaucoup de temps à des activités communautaires. Nouer des relations avec la population facilitait mon travail lors d'une intervention. Les membres de la communauté me reconnaissaient et n'étaient plus intimidés par l'uniforme, ce qui favorisait la résolution des problèmes.

Dans les petites localités, les demandes d'intervention parviennent souvent de façon non conventionnelle au policier, par exemple durant son temps de repos au café du coin ou lorsqu'on vient cogner à la porte de son domicile à toute heure du jour ou de la nuit. L'interlocuteur présentera une demande d'assistance qui trouvera un dénouement heureux autour d'un café dans votre cuisine. Parfois, le demandeur ne vient pas signaler un crime, mais simplement se confier; il repartira le cœur léger après votre entretien.

Dans les grands centres, les policiers se rendent au travail tous les jours sans que leurs voisins n'aient idée de leur profession. Lorsque vous travaillez dans une petite localité, tout le monde sait nécessairement quel métier vous pratiquez. La présence de votre autopatrouille dans votre entrée signale à tous votre emploi du temps, tout comme le fait de vous présenter en uniforme à l'école ou à la rencontre sportive de votre enfant.

Si vous prenez le temps de participer à la vie communautaire, vous en retirerez des avantages au moment de répondre à une demande d'intervention. En outre, il est réconfortant de savoir que sur le plan de la sécurité, la collectivité veille sur vous comme vous veillez sur elle. ■

GUERRE AU FENTANYL

RÉACTION POLICIÈRE À LA DÉFERLANTE D'INTOXICATIONS

par Amelia Thatcher

L'arrivée du fentanyl sur le marché noir de la Colombie-Britannique, en 2014, a déclenché une tempête. Comme une épidémie virale, la drogue s'est d'abord répandue dans les centres urbains (Vancouver, Surrey et Victoria), où elle a fait des centaines de victimes de surdose.

Comme la plupart des drogues qui apparaissent sur le marché, le fentanyl a commencé par faire des amateurs dans l'ouest du Canada. À l'origine prescrit comme analgésique aux cancéreux, il est aujourd'hui fréquemment consommé à titre récréatif aux quatre coins du pays.

« Il frappe désormais partout, déclare le serg. Eric Boechler, membre de la GRC relevant de la Police fédérale en Colombie-Britannique. Les régions où il n'a pas encore sévi ont tout intérêt à se préparer, parce qu'il s'en vient. »

Le fentanyl fait courir de sérieux risques aux gendarmes qui répondent aux demandes de service liées aux stupéfiants. Cet opioïde de synthèse cent fois plus puissant que la morphine peut être absorbé par voie cutanée ou accidentellement inhalé par les policiers qui entrent en son contact. Sous sa forme la plus pure, deux milligrammes – l'équivalent de quelques grains de sel – suffisent à causer la mort.

Bien que le Canada soit encore en pleine crise de fentanyl, la GRC travaille avec la population pour stopper les ravages de cette drogue mortelle. Les nouvelles politiques, procédures, brigades et outils dont elle s'est dotée ont permis à ses membres de mieux protéger les Canadiens.

POINT ZÉRO

Pour la GRC en Colombie-Britannique, la sécurité des policiers commandait de toute urgence la mise au point d'une formation sur le fentanyl.

« Finie l'époque où on pouvait présumer, en voyant de la poudre blanche, qu'il s'agissait de cocaïne ou d'une substance de frelatage, commente le serg. Boechler. Aujourd'hui, le risque est tel que toute poudre blanche de nature inconnue peut représenter un danger pour les policiers. »

Après l'intoxication au fentanyl de plusieurs policiers en 2016, la GRC a diffusé une vidéo mettant en garde le public et les premiers intervenants contre les périls de la drogue et rappelant aux policiers de se munir d'un équipement personnel pour éviter le contact cutané : respirateur, gants de nitrile doublés et, au besoin, combinaison de protection contre les matières dangereuses.

Pour parer au pire, la GRC a aussi monté et donné un cours national obligatoire sur la naloxone, un antagoniste d'opioïdes comme le fentanyl. Plus de 13 000 vaporisateurs nasaux de naloxone ont été distribués dans les détachements du pays. Les policiers de service sont maintenant mieux équipés pour remédier à une exposition accidentelle ou secourir un citoyen intoxiqué.

Autre difficulté que la GRC a dû surmonter : l'absence d'outil fiable permettant aux agents de savoir si la poudre blanche qu'ils trouvent est du fentanyl ou quelque chose de moins nocif. Les tests habituels faits sur place – trousses NIK et NARK – manquent de précision. Selon le serg. Boechler, ils fournissent parfois de faux positifs sur la présence d'autres substances que le fentanyl, ce qui invite le policier à s'estimer en sûreté alors qu'il ne l'est pas.

Après des mois d'essais, la GRC introduit l'emploi d'une nouvelle solution technologique : le détecteur ionique. De la taille d'un ordinateur portable, cet appareil effectue sur place une analyse de traces et indique, sans qu'on ait envoyé d'échantillon au laboratoire ni fait venir de chien policier, si l'espace est contaminé par du fentanyl ou l'un de ses analogues.

« Il s'agit d'une initiative nationale majeure, commente le serg. Boechler. Disposer d'un instrument scientifique qui nous dit si un endroit est sûr ou non, c'est énorme! »

La GRC en C. B. s'est déjà dotée de huit appareils et compte en acquérir davantage. Les autres provinces lui emboîteront le pas dans les prochains mois.v

DROGUE EXPÉDIÉE PAR LA POSTE

Une fois mises en place des mesures propres à assurer la sécurité des policiers, la GRC a dû se hâter de trouver d'où la drogue provenait. Bien que le fentanyl puisse être produit dans des laboratoires clandestins situés au Canada, de grandes quantités sont importées de Chine.

La GRC en Colombie-Britannique a donc conçu le projet EPLAN, une action provinciale ciblant les colis qui arrivent au centre de traitement du courrier et du fret de l'aéroport de Vancouver. Parallèlement, afin de s'attaquer au trafic international, les Opérations criminelles de la Police fédérale ont officiellement lancé une stratégie nationale de lutte contre les opioïdes de synthèse. Nos enquêteurs collaborent avec la Chine, les États-Unis et les pays européens en vue d'identifier les fournisseurs mondiaux et empêcher l'entrée de stupéfiants au Canada.

Pièce centrale du dispositif national de lutte anti-opioïde créé par la GRC, le centre des opérations conjointes sur le crime organisé (COC-CO) permet à celle-ci de travailler étroitement avec Postes Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada pour garder le fentanyl hors du pays.

« En échangeant de l'info en temps réel, on peut repérer les colis, recueillir des

Les membres de l'escouade britanno-colombienne de répression visant les laboratoires clandestins doivent porter un équipement de protection individuel complet lorsqu'ils inspectent des laboratoires servant à la production de fentanyl.

Avec l'aimable permission du s.é.-m. Ed Stadnik

Serg. Eric Boechler, GRC

Des détecteurs ioniques sont distribués à tous les policiers aux pays pour les aider à déterminer immédiatement si une personne, un lieu ou un objet est contaminé par du fentanyl.

renseignements et veiller à l'exécution de la loi de manière ciblée », fait observer la serg. Nini Varkonyi, membre de la Police fédérale de la GRC affectée au COC-CO.

La GRC reste en contact avec ses partenaires provinciaux pour se tenir au courant des enquêtes, saisies et surdoses mortelles liées au fentanyl et pour entrer en liaison avec les nouveaux coordonnateurs provinciaux en matière de fentanyl.

« Il faut se réunir et en parler, affirme la serg. Varkonyi. La tâche est immense. Du fentanyl, il y en a vraiment partout maintenant. Il est indispensable qu'on travaille tous ensemble. »

D'après le s.é.-m. Ed Stadnik, chef d'équipe du EPLAN, le fentanyl présente une difficulté inédite pour les enquêteurs. Extrêmement concentrée, la drogue circule dans des emballages beaucoup plus petits que ceux des autres drogues. Ce fait change complètement la donne, car pour obtenir une déclaration de culpabilité, la police doit prouver que le destinataire avait connaissance que le colis reçu contenait de la drogue.

« On a l'habitude des livraisons contrôlées où l'infraction est facile à établir : la quantité de coke ou d'héroïne est si grande – palettes ou sacs de sport remplis de briques de drogue compactée – qu'on sait immédiatement quand le suspect en prend possession, explique le s.é.-m. Stadnik. Mais le fentanyl est une substance si indescriptible qu'on ne peut pas prouver que le destinataire savait ce qui se trouvait dans le colis. »

Pour affronter la situation, la GRC s'est mise à cogner aux portes des adresses de livraison de colis suspects et à s'entretenir avec les destinataires afin de recueillir des renseignements. Depuis qu'elle a commencé, le nombre de colis arrivant à Vancouver a considérablement baissé.

« Bien des vendeurs ne garantissent plus la livraison au Canada, fait savoir le s.é.-m. Stadnik. D'après nos informateurs, il est plus difficile qu'avant de faire entrer du fentanyl au pays. »

CONTAMINATION TRANSFRONTALIÈRE

Tandis que la GRC s'emploie à juguler la crise du fentanyl en Colombie-Britannique, d'autres provinces commencent à voir la drogue pénétrer sur leur territoire.

Pour contrer le succès du fentanyl et les violences croissantes liées au trafic de drogue à Grande Prairie (Alb.), le détachement local de la GRC a formé une escouade antidrogue spécialisée, composée de cinq personnes et chargée de mener des enquêtes en profondeur en vue de neutraliser les revendeurs et fournisseurs de fentanyl qui habitent dans la région.

Le cap. Eldon Chillog, superviseur de l'escouade, a noté des changements depuis l'entrée en action de son équipe, comme en témoigne la récente saisie des 2 000 comprimés de fentanyl.

« Grâce à nos interventions, vendeurs et fournisseurs se sont faits plus rares, constate le cap. Chillog. Ils savent qu'on les a à l'œil, alors ou bien ils ont complètement délaissé le fentanyl, soit ils ont commencé à vendre de l'héroïne colorée à la place. »

Outre son travail d'enquête, l'escouade visite les communautés locales pour les informer et les sensibiliser aux dangers du fentanyl.

Le cap. Scott Hanson, membre de l'équipe manitobaine CLEAR (qui s'attaque aux laboratoires clandestins), est lui aussi convaincu des vertus de la concertation : peu après l'arrivée du fentanyl, le ministère manitobain de la Justice a créé un groupe de travail réunissant des représentants d'organismes de santé, de services sociaux et d'application de la loi, dont la GRC.

« On essaie de modérer la demande et de couper les sources d'approvisionnement, aussi bien par la sensibilisation que par la répression, déclare-t-il. La collaboration est bien plus facile quand tous les intéressés sont assis à la même table et peuvent échanger de l'information. »

Le cap. Hanson a vu le fentanyl sortir des centres urbains comme Winnipeg pour gagner les régions rurales. En réaction, la GRC au Manitoba a monté une vigoureuse campagne médiatique pour informer et protéger la population. Au dire du cap. Hanson, il s'agit non pas d'effrayer les gens, mais de les aider à prendre des décisions éclairées.

DÉPLACEMENT VERS L'EST

Attentives à ce qui se passe sur la côte Ouest, les Maritimes se sont mises au boulot en 2014. Jusqu'ici, l'essentiel du travail que la GRC a effectué dans les provinces atlantiques a consisté en préparatifs : formation des membres et acquisition de matériel et de ressources. Des cas de fentanyl commencent tout juste à être signalés dans ces provinces.

En plus de veiller à la formation adéquate des policiers, le s.é.-m. Steve Conohan, membre de l'équipe terre-neuvienne CLEAR, incite tous les détachements urbains et ruraux à se procurer plus d'équipements de protection individuels à l'intention de leurs agents de première ligne. L'escouade a aussi créé de petites cartes imprimables indiquant aux employés la marche à suivre pour manipuler des substances dangereuses comme le fentanyl.

« On montre à nos policiers comment procéder de A à Z, dit le s.é.-m. Conohan. Le message de fond qu'on envoie à nos agents de première ligne est le suivant : votre santé nous importe. »

Cette année, la GRC à Terre-Neuve a détaché une vingtaine d'employés des Opérations, des Renseignements criminels, de l'Analyse des crimes et de la Prévention antidrogue auprès des équipes britanno-colombiennes qui sont confrontées au plus gros de la crise du fentanyl.

« On voulait voir comment ils fonctionnent et gèrent le problème au quotidien. Ce sont eux, les experts en la matière, affirme le s.é.-m. Conohan, qui transmet à ses collègues ce qu'il a appris dans l'Ouest. Ce qu'on veut, c'est que, dans l'ensemble du pays, tous les membres adoptent une approche normalisée. » ■

LA SÉCURITÉ S'AMÉLIORE DANS UN SECTEUR À SURREY

UNE ÉQUIPE DE PROXIMITÉ INTERVIENT AUPRÈS DES PERSONNES À RISQUE

par Amelia Thatcher

En août 2016, les problèmes qui valaient depuis des années à la rue 135A de Surrey sa réputation de quartier malfamé ont pris une tournure sinistre : la crise du fentanyl avait frappé.

Les surdoses y avaient atteint un sommet et les violences de plus en plus nombreuses y amenaient les policiers du Détachement de Surrey de la GRC plusieurs fois par jour.

« On ne pouvait pas juste fermer les yeux sur ce qui se passait là, affirme le serg. Trevor Dinwoodie, du Détachement de Surrey. On savait qu'il fallait travailler de façon concertée pour régler les problèmes d'itinérance, de dépendance et de marginalisation qui touchent le secteur. Alors c'est ce qu'on a fait. »

En décembre dernier, la Ville de Surrey et la GRC ont mis sur pied une équipe de proximité pour améliorer le quartier et aider ses résidants dans le cadre d'un projet pilote de trois ans. L'équipe compte 12 policiers de la GRC qui patrouillent dans le secteur en tout temps, quatre agents d'application des règlements municipaux qui leur prêtent main-forte le jour et plusieurs intervenants communautaires des domaines de la santé, de l'hébergement et des services sociaux.

« On se complète et on s'entraide, résume Martin Blais, agent d'application des règlements municipaux à Surrey. L'objectif est d'assurer la sécurité des résidants de la rue 135A. »

TRAVAILLER EN PARTENARIAT

L'équipe a comme centre de commandement un petit bureau portatif dans la rue 135A. Les agents de la GRC et de l'application des règlements municipaux peuvent y rencontrer leurs partenaires communautaires, dont les services médicaux d'urgence, la Fraser Health Authority, la Lookout Society et les refuges de la Surrey Mission. Chaque matin, ils discutent du nombre de lits disponibles, de l'utilisation des ressources et des priorités de la journée.

Bien que la répression fasse partie de son mandat, l'équipe s'efforce surtout de nouer des relations avec les groupes vulnérables et de les orienter vers des ressources.

« Nous collaborons avec les gens qui vivent dans la rue, que ce soit pour les aider à obtenir des pièces d'identité ou pour les mettre en contact avec des services sociaux auxquels ils n'ont pas encore eu recours. Nous faisons de tout, explique le serg. Dinwoodie. Notre but premier est d'améliorer leur vie et non de les emprisonner parce qu'ils sont toxicomanes. »

FAIRE DES VÉRIFICATIONS

Les agents de police et d'application des règlements municipaux sont les premiers arrivés chaque matin. L'une des tâches principales de l'équipe est de vérifier s'il n'y a pas eu de surdoses.

« Nous allons d'une tente à l'autre pour voir si tout va bien, note le gend. Ryan Tobin, membre de l'équipe. Si personne ne répond, nous vérifions ce qu'il en est. »

Il y a quelques semaines, pendant l'une de ces vérifications, un nouveau policier a aperçu un sans-abri inconscient. Il a appelé le gend. Tobin, et ensemble ils ont coupé la paroi de la tente pour en extraire le sujet, qui ne présentait aucun signe vital. Il avait fait une surdose de fentanyl.

Le gend. Tobin a utilisé sa radio pour appeler une ambulance, qui a transporté l'homme à l'hôpital, où il a été branché à un ventilateur. Il a survécu, mais tout juste.

« C'était un beau coup. Quelques minutes de plus et il serait décédé », souligne le gend. Tobin.

CHANGER LES CHOSES

De janvier à mai 2017, Surrey a connu 713 surdoses de drogue, dont 69 mortelles. Le quartier 135A a vu la majorité de ces surdoses, mais seulement cinq des décès qui en ont résulté.

« La fréquence et l'ampleur des actes de violence ont beaucoup diminué depuis que nous sommes là, constate le serg. Dinwoodie. Un policier peut le sentir quand il y a de la haine dans l'air. Ce n'est plus tellement le cas dans la rue 135A. »

Depuis que l'équipe de proximité de Surrey est en fonction, les demandes d'intervention dans le quartier 135A ont baissé de 14 p. 100. Elle a jusqu'à maintenant dirigé plus de 80 sans-abri vers des services d'hébergement, de conseils en matière de dépendance et d'aide en santé mentale.

Selon le gend. Tobin, elle doit son succès en bonne partie au fait qu'elle mise plus sur la communication que sur les arrestations.

« Nous ne faisons pas qu'arriver en auto-patrouille, régler le problème puis repartir, souligne-t-il. Nous connaissons les noms des gens et ils connaissent les nôtres. C'est un peu comme si nous étions les shérifs dans leur Far West. Ils savent que nous ferons un suivi. » ■

À Surrey, les agents de la GRC et de l'application des règlements municipaux collaborent avec leurs partenaires communautaires pour aider les sans-abri, les toxicomanes et les personnes vulnérables dans le quartier 135A.

Jazz Nijjar, service d'application des règlements municipaux de Surrey

Serg. Neal Fraser, GRC

Un avantage du travail en milieu urbain est la multitude de services de soutien offerts, comme l'équipe cynophile à Grande Prairie (Alb.).

SE FAIRE UNE PLACE DANS LA COMMUNAUTÉ

DES CHEFS DE DÉTACHEMENT PARLENT DE CE QUI LES SERT

LES CHEFS DE DÉTACHEMENT

MILIEU URBAIN

- **Surint. Deanne Burleigh, Détachement régional d'Upper Fraser Valley, cinq localités, population de plus de 100 000 habitants, Chilliwack (C.-B.)**
- **Surint. Don McKenna, Détachement de Grande Prairie et Beaverlodge, population de 95 000 habitants, Grande Prairie (Alb.)**

MILIEU RURAL

- **Serg. Brian Auger, Détachement de Nelson House, population de 2 800 habitants, Nelson House (Man.)**
- **Serg. Peter Stubbs, Détachement de St. Stephen, trois localités, population de 15 000 habitants, St. Stephen (N.-B.)**

À première vue, on croirait que forcément le travail policier en milieu rural diffère autant de celui en milieu urbain que les paysages qu'offrent ces milieux. Mais en réalité, quelle que soit la taille de la population, on trouve des similitudes. Deidre Seiden a demandé aux chefs de quatre détachements de la GRC de parler de leur travail, des compétences qui les servent et de l'expérience sur laquelle ils misent pour diriger leurs détachements.

QUELLES APTITUDES ET COMPÉTENCES VOS POLICIERS DOIVENT-ILS AVOIR?

Brian Auger : Je viens de boucler 35 années de service, dont plus de 30 dans des Premières Nations, étant moi-même d'une Première Nation, et j'ai vu avec le temps que pour être utile à la communauté, il faut s'y être intégré. Chacun a ses forces, son sens de l'humour par exemple, et ça ouvre des portes. Loin de la ville, on a le temps de connaître les gens, de serrer des mains, de dire bonjour. Dans une petite localité, les gens savent qui nous sommes.

Peter Stubbs : Dans mon milieu comme dans celui de Brian, il est important de se faire une place dans la communauté. Il faut aussi pouvoir interagir positivement avec la population. Récemment, un de nos membres en patrouille s'est arrêté pour jouer au basket avec des jeunes. De l'autre côté de la rue, une femme l'a filmé avec son téléphone. Le temps de le dire, on s'est mis à m'appeler de partout pour savoir qui était ce policier. Ce sont des petites choses qui ont un gros impact.

Il y a quatre postes-frontière dans mon détachement. Neuf mois par année, pour rejoindre l'un des postes satellites, il faut conduire 45 minutes en territoire américain. De là, les seuls renforts en cas de besoin sont souvent de Pêches et Océans ou de l'Agence des services frontaliers, alors on soigne ces relations et on compte les uns sur les autres.

Deanne Burleigh : La communication et la mobilisation envers la population sont

essentielles. Chez nous, il faut aussi compter sur la présence et sur la sécurité des policiers. On trouve des armes et des drogues partout. Les membres doivent savoir comment manipuler la drogue dans la rue, avec beaucoup de précaution.

Il faut faire preuve de souplesse, pouvoir passer très rapidement d'un appel à l'autre, savoir écrire aussi, parce qu'on transmet de très nombreux rapports aux procureurs. Et bien sûr, l'an dernier nous avons connu sept meurtres à Chilliwack, de sorte que nos membres ont dû apprendre à gérer les lieux de crimes.

QUELLES SONT LES PRIORITÉS DE VOTRE DÉTACHEMENT?

DB : Ma première priorité est l'itinérance et le vagabondage. Les sans-abris, qui étaient moins d'une centaine en 2014, sont maintenant près de 300 en 2017. Nous misons sur la coordination. Nous nous faisons voir. Nous patrouillons à pied plusieurs fois par jour. Nous nous coordonnons avec nos partenaires locaux, parmi lesquels une infirmière en santé mentale. Mes autres grandes priorités sont la toxicomanie et la santé mentale.

PS : Nous avons peu d'itinérants à St. Stephen. C'est différent, en milieu rural, nous avons d'autres priorités. L'une de nos grandes priorités est la toxicomanie. Avant, on pouvait passer des mois sans exécuter de mandat de perquisition. Nous en exécutons maintenant deux ou trois chaque mois. Ça peut paraître banal, mais pour nous, c'est préoccupant.

Notre autre grande priorité, étant donné les attentes de la population, est la sécurité routière. En avril, nous avons mené une opération Distraction au volant et porté des accusations contre 32 chauffeurs. Question de perspective, permettez-moi de rappeler que les quelque 500 membres que compte la province ont émis en moyenne 76 constats d'infraction par mois en 2016.

BA : La violence conjugale est un fléau chez nous et elle est habituellement associée à l'alcool.

Nous ciblons la génération suivante, à l'école, pour parler de relations amoureuses. Nous avons un succès mitigé, puisque nous recevons encore chaque semaine une demi-douzaine d'appels pour de la violence conjugale. C'est notre cheval de bataille et ça le sera encore dans les années à venir.

Don McKenna: Nous avons aussi un problème de toxicomanie. Ces deux dernières années, notre ville figurait au premier rang de l'indice de violence criminelle parmi les villes de 50 000 de population, au chapitre de la criminalité et des crimes violents. Nous nous y sommes attaqués. Nous avons étudié ce que d'autres détachements faisaient. À l'époque, nous avions 115 policiers par 100 000 de population, alors que la moyenne nationale est de 194 et la moyenne divisionnaire, de 170. Nous avions beaucoup de novices et nos quarts manquaient d'effectifs.

À l'automne 2015, j'ai rencontré le conseil municipal et lui ai dit que nous serions bientôt au premier rang de tous les tableaux de l'indice de gravité de la criminalité. Il y avait déjà eu sept meurtres et toute la criminalité liée à la drogue. J'ai fait valoir que nous avions besoin d'une section antidrogue et d'une équipe de réduction de la criminalité.

La population est derrière nous. Nous avons obtenu ces ressources ainsi que quatre membres de plus chaque année. Nous nous en sommes servis pour faire diminuer la criminalité. Nous serons toujours dans les dix premiers, probablement, mais je serais satisfait d'une sixième place.

QUELS SONT LES AVANTAGES DE TRAVAILLER EN VILLE OU À LA CAMPAGNE?

DB : En ville, on a toujours des renforts. On n'est jamais seul. On a la technologie, le matériel et les laboratoires. On a le soutien des services de police municipaux voisins. On a une équipe cynophile, des enquêteurs en homicides, des spécialistes de l'identité judiciaire. On a tous ces services au bout des doigts.

PS : J'ai travaillé dans les deux contextes. Pour moi, un des avantages du milieu rural est que le membre garde le contrôle de ses dossiers, c'est lui qui mène son enquête jusqu'au bout. Il gagne ainsi une solide expérience d'enquête, puisqu'il n'y a personne pour lui enlever son dossier.

DM : En ville, on jouit d'un peu d'anonymat. Dans une ville de 70 000 habitants, tes jours de congé t'appartiennent, ce qui n'est pas le

Le serg. Peter Stubbs, à droite, tient un barrage routier près de St. Stephen (N.-B.), avec des membres de son détachement.

Photo fournie par le serg. Peter Stubbs, GRC

cas dans un village. J'aime travailler dans les villages, mais on t'y reconnaît toujours.

ET QU'EN EST-IL DES DIFFICULTÉS À SURMONTER?

DB : Les ressources.

PS : Absolument.

DM : Avoir les ressources humaines est toujours la plus grande difficulté. Il faut veiller à donner aux membres suffisamment de soutien.

PS : Je suis sûr que c'est vrai dans tout le pays. Les absences temporaires, pour congé parental, maladie ou blessure, par exemple, pèsent lourdement sur mon détachement. On manque de monde. C'est mon principal problème actuellement.

BA : C'est un problème dans tout le pays. Quand il te manque deux ou trois membres, tous les autres doivent en faire plus, et ils le font pour la plupart. Mais on les voit se brûler. J'essaie de leur donner du temps pour s'en aller. Le membre qui travaille ici, s'il veut aller à Winnipeg, il a besoin de quelques jours. Je dois pouvoir lui donner congé pour qu'il puisse s'éloigner.

C'est rassurant de savoir que les membres mettent l'épaule à la roue et prennent les quarts à combler, même si c'est à temps double. C'est le travail qui le commande.

QUE FAITES-VOUS POUR SOUTENIR VOS MEMBRES?

PS : Je fais tout ce que je peux, surtout pour leur faciliter la conciliation travail-famille, pour leur santé mentale. On a commandé plus d'équipement pour le gymnase et établi des normes. Ainsi, si le membre est à jour dans ses dossiers et qu'il y a au moins deux membres sur la route, il peut aller s'entraîner au gymnase pendant son quart de travail.

À titre de sergent, je fais connaître les préoccupations de mon équipe et je ne me gêne pas pour parler ouvertement à la gestion supérieure des problèmes que nous éprouvons. Mais je dois aussi essayer de trouver des solutions à lui proposer au nom des membres.

DB : Dans le Lower Mainland, nous déployons un nombre minimal de voitures de patrouille. Nous comblons les absences temporaires au moyen des heures supplémentaires, afin d'atteindre le minimum, d'assurer la sécurité de tous et d'éviter l'épuisement. Je tiens des cérémonies de remise de prix et de certificats de reconnaissance, des barbecues, le genre d'activités qui semblent motiver nos gens.

GRC

La GRC à Chilliwack (C.-B.) a multiplié les patrouilles à pied pour s'attaquer à l'itinérance et au vagabondage, une priorité pour le détachement.

DM : Nous avons le devoir de montrer aux membres qu'ils sont dans une grande organisation. La GRC a une riche histoire et j'aime le rappeler. Il n'y avait pas eu de dîner au mess depuis des années lorsque je suis arrivé. Nous en avons organisé un. L'an dernier, nous y avons reçu Gavin Crawford de l'émission This Hour Has 22 Minutes comme conférencier invité. Il faut perpétuer les grandes traditions de la GRC.

COMMENT VOTRE EXPÉRIENCE VOUS A-T-ELLE PRÉPARÉ À DIRIGER UN DÉTACHEMENT?

PS : Je m'intéresse à mon monde et à leur perfectionnement, et ça les motive. J'ai beaucoup appris à la GRC, et c'est ce que j'ai retenu de mes meilleurs patrons. Ils s'intéressaient à moi et ça m'amenait à travailler plus. J'essaie de m'intéresser à tous les membres de mon équipe, à leur perfectionnement et à leurs objectifs.

DB : Ça ne suffit pas de connaître les membres, il faut savoir ce qu'ils vivent. J'ai toujours dit que je pourrais passer mes journées à parler aux membres sans faire mon travail. Mais en fin de compte, je gagne à parler aux membres, et mon travail se fait! Aussi quand un membre est en congé de maladie, je me fais un devoir de l'appeler. Quand un membre peine avec son plan d'apprentissage, je le rencontre pour en parler. Je participe aux rencontres avec les cadets, j'appuie toute la formation possible et j'obtiens le matériel que les membres demandent.

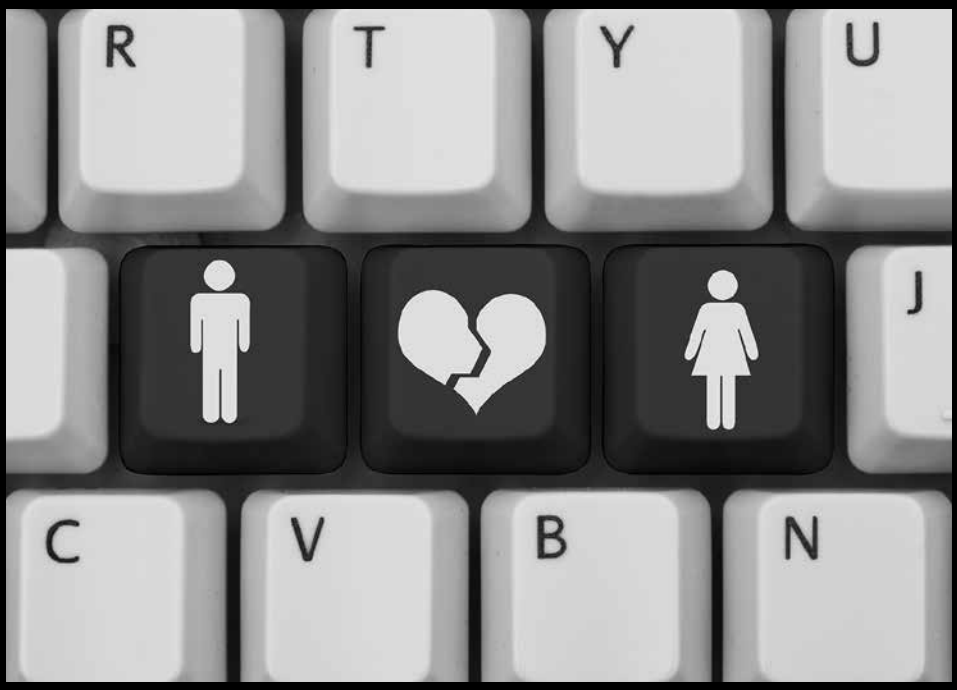
BA : Je veux mobiliser les membres. On m'a envoyé des cadets. Ils s'ennuyaient chez eux, à attendre qu'arrive leur prochain quart. Ils ne sont pas censés prendre la motoneige ou le tout-terrain, mais je les invite à le faire. Je leur dis de ne pas se blesser, mais d'en profiter et d'apprendre. Qui sait, peut-être qu'un jour, ils vont devoir intervenir en suivant la piste. Et je continuerai à faire ça tant que j'aurai des cadets qui s'ennuient. C'est moi qui suis responsable, et j'ai confiance qu'ils ne se mettront pas ko. Ils sortent et apprennent ce qu'ils doivent savoir.

DM : Je pense comme Brian en matière de risque et de peur du risque. Une sortie en motoneige est un risque réel et calculé qu'on peut prendre : les membres l'apprécient. Chaque fois qu'ils interviennent, ils prennent des risques. Notre travail d'administrateurs, c'est de gérer le risque.

J'ai aussi appris qu'il ne faut jamais réprimander quelqu'un en public. Une erreur est une occasion d'apprendre. Parfois, il faut prendre des mesures disciplinaires, mais on n'en fait pas un plat ni une menace constante. Lorsqu'un employé fait une erreur, on lui donne la chance de la corriger, puis on lui en parle. En 28 années de carrière, j'ai appris bien plus de mes erreurs que de ce que j'ai réussi du premier coup. ■

LES FAITS

STRATAGÈMES DE RENCONTRE



Les sites de rencontre sont des terrains de chasse pour les fraudeurs qui courtisent des victimes sans méfiance. Celles qui se font piéger ont souvent versé des milliers de dollars avant de se rendre compte de la duperie. Cette fraude a augmenté rapidement, les sites de rencontre étant de plus en plus populaires, menaçant les personnes en quête d'amour partout dans le monde.

Pour exécuter ces stratagèmes, les fraudeurs utilisent de faux profils avec photos volées sur un site de rencontre ou de réseautage social afin d'attirer des victimes potentielles dans une relation. Après avoir créé un lien de confiance, ils demandent de l'argent ou des renseignements bancaires, selon le Centre antifraude du Canada (CAFC).

En général, les fraudeurs vivent à l'étranger. Ils demandent de l'argent afin de couvrir les frais de voyage pour rencontrer leur nouvel amoureux (mais n'arrivent jamais) ou inventent des tragédies, des problèmes médicaux ou autres difficultés pour obtenir de l'argent, selon le FBI.

Afin de gagner la confiance et l'affection des victimes, ils envoient des cadeaux, des fleurs et des marques d'amour pour prouver leurs bonnes intentions. Habituellement, plus la confiance est solide, plus la victime perd d'argent, selon la GRC.

Ces relations peuvent durer des années et coûter aux victimes jusqu'à des centaines de milliers de dollars. Une femme de Toronto a perdu plus de 450 000 $ sur une période de sept ans. Ce cas fait l'objet d'une enquête par la police de Toronto.

En 2016, plus de 750 Canadiens ont perdu plus de 17 M$, soit environ 23 000 $ par victime, selon la GRC.

Il s'agit du stratagème le plus lucratif dans Internet d'après les statistiques du CAFC pour 2016. La fraude électronique (fausses demandes par courriel) et le vol d'identité sont respectivement deuxième et troisième sur le plan des pertes financières par des Canadiens.

Malgré cela, les stratagèmes de rencontre sont au 16e rang pour le nombre de plaintes signalées au CAFC – 1 146 plaintes et 774 victimes en 2016.

Selon les données du CAFC, les pertes d'argent dues à ces stratagèmes ont augmenté en cinq ans – de 12 M$ en 2011 à 17 M$ en 2016.

Le nombre d'incidents signalés est probablement très inférieur au nombre réel – la honte, la peur d'être ridiculisé et le déni font que de nombreuses victimes n'en parlent à personne.

La plupart des fraudeurs vivent au Nigéria et au Ghana, mais aussi en Malaisie et en Angleterre où on trouve de grandes communautés d'Afrique de l'Ouest, selon le FBI.

Ils ciblent généralement des personnes plus âgées, célibataires et vulnérables sur le plan émotif. La majorité des victimes ont dans la quarantaine et la cinquantaine, selon la GRC.

En 2015, le FBI a reçu 9 890 plaintes de victimes âgées de 40 à 60 ans, comparativement à seulement 2 373 victimes âgées de 39 ans ou moins.

D'après les données de Scamwatch de l'Australian Competition and Consumer Commission, tant les hommes que les femmes sont susceptibles d'être victimes de ces stratagèmes.

Toutefois, les rapports de Scamwatch indiquent que les Australiennes ont perdu plus d'argent (12 000 $ en moyenne) que les Australiens (7 000 $ en moyenne).

Si vous croyez avoir été victime d'un stratagème de rencontre, la GRC vous recommande de communiquer avec votre banque pour interrompre le paiement de tout chèque ou virement, de signaler l'incident au service de police local et d'aviser le CAFC.

— Rédigé par Amelia Thatcher

FAIRE LE SAUT À LA GRC

GRÂCE AU PROGRAMME DE RECRUTEMENT DE POLICIERS D'EXPÉRIENCE

par Deidre Seiden

Fort de son expérience de policier, le gend. Eliot Hill, qui travaille à la GRC depuis un peu plus d'un an, fait profiter l'organisation de sa perspective unique.

Avant son affectation aux services généraux dans la région de Codiac (N.-B.), le gend. Hill a fait partie de l'équipe d'intervention en cas d'urgence du Service de police de Toronto, l'équivalent du groupe tactique d'intervention de la GRC, durant plus de dix ans.

« Plus que l'expérience, c'est l'opinion d'un membre de l'extérieur qui est précieuse, explique le gend. Hill. Mes jeunes collègues me demandent souvent comment leur situation se compare à celle que j'ai connue à Toronto. Je peux leur confirmer qu'ils n'y perdent rien au change. »

GRC

La gend. Natasha Couture, aux côtés des autres policiers d'expérience de sa troupe de formation, comptait près de 12 ans d'expérience dans un autre service au moment d'entrer à la GRC.

DES RECRUES D'EXPÉRIENCE

Le gend. Hill est entré à la GRC grâce au Programme de recrutement de policiers d'expérience. Depuis 2000, 457 policiers ont troqué leur ancien uniforme pour la tunique rouge.

Le programme s'adresse aux membres d'autres services de police canadiens ou de la police militaire canadienne qui ont été formés après 2000.

Les policiers d'expérience de l'étranger, quant à eux, peuvent poser leur candidature dans le cadre du processus normal de recrutement, à condition d'être citoyens canadiens ou résidents permanents et d'avoir résidé au pays durant dix ans consécutifs.

Pour être admissibles, les candidats doivent avoir deux ans d'expérience et être diplômés d'une école de police canadienne.

Chaque année, une troupe de 12 à 32 policiers d'expérience reçoit cinq semaines de formation à la Div. Dépôt, l'école de la GRC.

Cela dit, l'admission à cette dernière peut prendre du temps, explique le serg. Chris Smigelsky, responsable du groupe Politiques et Processus du Programme national de recrutement. « Nous avons un fort volume de candidatures à traiter. »

Le processus diffère du Programme de formation des cadets : les candidats au recrutement latéral soumettent leur demande directement à un recruteur dans la province (division de la GRC) où ils souhaitent travailler.

Le service divisionnaire de dotation dispose de trois mois pour examiner toutes les demandes et sélectionner les candidats, puis soumettre ceux-ci au processus de recrutement pour déterminer s'ils satisfont aux normes élevées de la GRC, processus qui s'échelonne sur environ un an.

Ce faisant, ils doivent réussir le Test d'aptitudes physiques essentielles (TAPE), subir une entrevue et un test polygraphique, une enquête sur le terrain, le processus d'habilitation sécuritaire et une évaluation de santé.

« Tout un processus, souligne le gend. Hill. Ce qui m'a favorisé, je pense, est mon détachement antérieur au sein du GTI de la GRC. Je connaissais quelques personnes qui ont pu m'éclairer sur les exigences, ce qui était rassurant. »

DE MULTIPLES RAISONS DE FAIRE LE SAUT

Chaque candidat au recrutement latéral a ses raisons de postuler. Pour le gend. Hill, c'était une question d'équilibre travail-vie personnelle.

« J'avais probablement le meilleur poste de policier au pays, dit-il, mais pour mes enfants, il importerait peu dans vingt ans que j'aie fait partie d'un grand service. Je consacrais l'essentiel de ma vie à faire la navette et à récupérer. C'est l'une des principales raisons qui nous a amenés ici. »

Cela dit, le motif le plus courant qui pousse les policiers d'expérience à entrer à la GRC est l'éventail de possibilités.

« Nombre de candidats sont attirés par les 150 fonctions que peut assumer un gendarme à la GRC, explique le serg. Smigelsky. Affectation à l'étranger, mission des Nations Unies, maître de chien, plongeur, l'éventail est tellement plus vaste que dans les services de moindre envergure. »

Les possibilités sont justement ce qui a poussé la gend. Natasha Couture à faire le saut.

« J'étais très bien traitée à mon ancien service, précise-t-elle. C'est un bon employeur et j'ai eu la chance de recevoir une vaste formation, mais les ouvertures demeurent quand même limitées dans un petit service. La GRC offre tellement de possibilités. C'était, je pense, un dénominateur commun parmi mes camarades de troupe. »

La gend. Couture se dit impressionnée par l'expertise combinée de sa troupe. « Notre équipe profitait de toute une gamme de compétences. C'aurait été intéressant de retrouver les 13 membres dans le même détachement. Nous aurions constitué une équipe hypercompétente. »

Pour le serg. Smigelsky, c'est là un des principaux avantages du programme.

« Non seulement l'affectation de ces membres est rapide, à l'issue de cinq semaines de formation contre 26 semaines pour les cadets à Dépôt, mais nous profitons immédiatement de leur expérience et de leur expertise. » ■

LA DROGUE AU VOLANT

LA DÉTECTER GRÂCE À UN TEST DE LA SALIVE

par Amelia Thatcher

La police canadienne a trouvé un nouveau moyen de dépister les automobilistes aux facultés affaiblies par la drogue : dans un projet pilote lancé plus tôt dans l'année, la GRC et plusieurs services de police canadiens, en collaboration avec Sécurité publique Canada, ont mis à l'essai deux appareils permettant de détecter la drogue à l'aide d'un échantillon de salive.

Cette étude fait partie de la démarche de la police pour se préparer à la légalisation de la marihuana, le 1er juillet 2018.

« La conduite avec les facultés affaiblies par la drogue prend de l'ampleur, et il est à prévoir que le problème s'intensifiera avec la légalisation anticipée du cannabis (marihuana), souligne le serg. Ray Moos, des Services de la circulation de la GRC, qui coordonne le projet. Nous nous préparons en conséquence. »

À la manière de l'alcootest, l'appareil de test de salive est un petit dispositif portatif que les policiers peuvent utiliser pour repérer les automobilistes aux facultés affaiblies par la drogue aux contrôles routiers. Il s'agirait d'une première au pays.

LE PROJET PILOTE

Si les appareils de dépistage de drogue sont utilisés avec efficacité ailleurs dans le monde, notamment en Australie et aux États-Unis, les chercheurs canadiens doivent s'assurer de leur durabilité et de leur efficacité dans notre climat variable et froid.

Sept services de tailles diverses dans des secteurs urbains et ruraux, dont les détachements de la GRC à North Battleford (Sask.) et à Yellowknife (T.N.-O.), ont participé aux essais échelonnés de décembre 2016 à mars 2017.

En tout, 53 policiers au pays ont été formés à l'utilisation des appareils grâce auxquels ils ont prélevé quelque 1 000 échantillons auprès de volontaires dans plus de 25 localités, dans un éventail de conditions météorologiques et à différents moments de la journée.

Les deux appareils mis à l'épreuve permettent de repérer six des drogues les plus populaires : cannabis, amphétamines, méthamphétamines, cocaïne, opiacés et benzodiazépines. Le cannabis était la drogue prédominante relevée dans l'étude, à raison de 61 p. 100 des tests positifs.

« Ces drogues représentent la majeure partie des substances en cause dans les cas de conduite avec facultés affaiblies; la capacité de les dépister immédiatement, sans faire appel à un expert en reconnaissance des toxicomanes, serait très utile, explique D'Arcy Smith, toxicologue aux Services de la circulation de la GRC. Nous pourrons alors exploiter nos ressources de façon plus efficace. »

Pour repérer les automobilistes aux facultés affaiblies, la GRC mobilise actuellement des agents rompus au test de sobriété normalisé (TSN) et formés dans le cadre du Programme d'experts en reconnaissance des toxicomanes (ERT). Avec environ 1 000 agents formés au TSN et 500 ERT, soit près de 10 p. 100 de l'effectif total, il peut être difficile de détacher systématiquement un expert à chaque contrôle routier.

« Un ERT n'est pas toujours disponible lorsqu'on est en présence d'un conducteur soupçonné d'avoir consommé de la drogue, souligne le gend. Tyler Dunphy, membre de Yellowknife ayant participé au projet pilote. L'utilisation d'un appareil de dépistage élargira le nombre de membres aptes à repérer les conducteurs aux facultés affaiblies et permettra d'appréhender un plus grand nombre d'entre eux. »

En gros, le projet pilote montre qu'avec une formation pertinente, l'appareil de test de salive constituera un outil utile aux policiers dans la répression de la conduite sous l'influence de la drogue.

LA PROCHAINE ÉTAPE

Si les appareils permettent effectivement de détecter la présence de drogues, M. Smith souligne qu'il n'y a pas toujours de lien direct avec l'affaiblissement des facultés. La limite légale d'alcoolémie est de 80 milligrammes par 100 millilitres de sang, au-delà de laquelle la conduite d'un véhicule devient illégale selon le *Code criminel*. Aucune limite légale n'a encore été fixée pour les drogues.

« Il existe des milliers de drogues, explique-t-il. Nous ne disposons pas d'un corpus d'études équivalent sur leur effet sur les facultés. Il est donc difficile d'établir un seuil. Il faut également tenir compte de la tolérance et de la réaction individuelle à chaque drogue. »

Malgré ces écueils, la police n'abandonne pas la partie pour ce qui est de réprimer la conduite avec les facultés affaiblies par la drogue. Le projet pilote servira à élaborer de la formation, des lignes directrices et des normes d'application relatives aux appareils de dépistage. Si tout se passe comme prévu, la GRC distribuera l'appareil à ses membres d'ici l'été prochain.

« Cet outil s'ajoute à la trousse dont disposent nos membres pour appréhender les conducteurs aux facultés affaiblies », précise M. Smith. ■

Serge Gouin

L'appareil de test de salive peut être utilisé aux contrôles routiers pour détecter la présence de drogue chez les conducteurs.

RECONNAÎTRE LES SIGNES DE FACULTÉS AFFAIBLIES

COMMENT LA POLICE PEUT VOIR SI VOUS CONDUISEZ GELÉ

Analgésiques vendus sur ordonnance, marihuana, cocaïne… Les experts en reconnaissance de drogues (ERD) sont formés pour repérer et traduire en justice les conducteurs aux facultés affaiblies par une drogue ou un médicament. Le cap. David Botham, ERD à la GRC depuis 2010, a appris à plus de 200 policiers comment reconnaître les signes de ce genre de consommation. Il s'est entretenu sur le sujet avec Amelia Thatcher.

Martine Chenier

Pour déceler l'affaiblissement des facultés, les ERD emploient divers tests qui se rapportent notamment aux yeux (taille des pupilles et mouvements oculaires).

COMMENT FAITES-VOUS POUR VOIR SI QUELQU'UN A LES FACULTÉS AFFAIBLIES?

À peu près tout le monde sait que l'alcool vous ralentit et vous désinhibe. Quant aux drogues, elles produisent toutes un certain effet psychique, mais leur façon d'agir sur le corps diffère selon la substance. Le programme des ERD porte sur sept catégories de drogues, donc chacune a ses caractéristiques propres. Par exemple, l'effet sur la tension artérielle, le pouls et la taille des pupilles peut varier en fonction de la drogue. L'alcool tombe dans la catégorie des dépresseurs du système nerveux central, mais il est traité à part des drogues.

QUELS SIGNES RECHERCHEZ-VOUS?

Nous suivons les normes de l'Association internationale des chefs de police pour l'évaluation de la présence de drogues en 12 étapes systématiques. Lors de cette évaluation, nous faisons beaucoup de tests liés aux yeux, car ce sont eux qui nous donnent le plus d'indices. Nous nous assurons d'abord que les deux pupilles sont de la même taille, à défaut de quoi il peut y avoir urgence médicale. Nous vérifions ensuite la capacité du sujet à suivre un objet du regard. Sous l'effet de l'alcool, les mouvements oculaires horizontaux sont saccadés plutôt que fluides. L'incapacité à croiser les yeux est un autre effet possible de certaines drogues.

Nous faisons aussi des tests d'attention divisée qui comprennent l'épreuve « marcher et se retourner », l'épreuve d'équilibre sur un pied, l'épreuve de Romberg modifiée et l'épreuve doigt-nez. Pris ensemble, ces tests révèlent l'affaiblissement des facultés. Si le sujet ne parvient pas à bien suivre les instructions qui lui sont données, il ne devrait probablement pas conduire.

Nous prenons également le pouls et la tension artérielle du sujet, qui peuvent nous donner de bons indices quant à la catégorie de substance consommée. Nous regardons ensuite son corps et vérifions son tonus musculaire. Certaines drogues produisent un drôle d'effet sur les muscles. Les analgésiques narcotiques les rendent très flasques, un peu comme un sac de lait, tandis que les stimulants leur donnent une grande rigidité. Nous cherchons aussi les traces d'injection.

Nous interrogeons alors le sujet pour voir s'il s'expliquera. Il n'est pas obligé de nous parler, mais dans bien des cas, il nous dira franchement ce qu'il a pris.

Si, à la fin de l'évaluation, nous croyons qu'il a les facultés affaiblies, nous lui demandons de fournir un échantillon de liquide corporel (urine, sang, etc.) pour analyse.

QUEL TYPE DE DROGUE EST LE PLUS SOUVENT EN CAUSE DANS CE GENRE DE SITUATION?

À l'échelle du pays, c'est probablement le cannabis — du moins ce l'est certainement en Nouvelle-Écosse. Viennent ensuite les stimulants [cocaïne, méthamphétamine] et les analgésiques narcotiques. Nous voyons à peu près de tout, mais les tendances varient selon la région. Dans les secteurs ruraux de Terre-Neuve, la consommation d'opiacés est étonnamment répandue, tandis qu'à Halifax, les gens prennent davantage des stimulants comme la cocaïne.

OÙ LA CONSOMMATION DE DROGUES POSE-T-ELLE LE PLUS DE PROBLÈMES?

Autant dans les secteurs urbains qu'en milieu rural. J'en suis maintenant à ma quatrième division [province] et j'ai appris que les drogues et l'alcool sont présents partout. Les médicaments sont un immense problème aussi. Une personne peut, à son insu, avoir les facultés affaiblies par le médicament que son médecin lui a prescrit et s'exposer ainsi à des accusations.

QUEL CONSEIL DONNERIEZ-VOUS AUX AUTRES POLICIERS?

Portez attention à ce qui sort de l'ordinaire. Un jour, en croisant un homme que je connaissais, je l'ai salué de la main, mais contrairement à son habitude, il n'a pas réagi. J'ai donc rebroussé chemin pour voir si tout allait bien et j'ai constaté qu'il était en état d'ébriété. Les drogues et l'alcool influent sur le comportement, alors si quelqu'un vous semble agir drôlement, allez voir de plus près, car vous ne pouvez pas savoir ce qui se passe avec lui. ■

Leann Parker, GRC

Des chercheurs ont montré que deux traits de caractère – la minutie et l'extraversion – faisaient partie du profil d'un bon interrogateur de police.

PROFIL D'UN BON INTERROGATEUR DE POLICE

IMPORTANCE DE LA PERSONNALITÉ ET DES COMPÉTENCES

par le cap. de la GRC Michel Funicelli, doctorant en psychologie expérimentale, et le professeur Jean-Roch Laurence, département de psychologie, Université Concordia

L'interrogation des suspects est un outil essentiel au travail de la police et des procureurs publics. C'est parfois la seule avenue qui s'offre aux représentants de la loi qui tâchent de résoudre une affaire dans laquelle la preuve médicolégale fait défaut, n'existe plus ou a été détruite.

Comme le disait en 1972 le juge Edson Haines, de la Cour suprême de l'Ontario, de tels cas ne sont pas rares : « Bien souvent, les indices physiques font entièrement défaut. La seule façon de procéder est alors d'interroger le suspect et les personnes susceptibles de détenir des renseignements utiles. »

La recherche sur le terrain corrobore l'affirmation du juge Haines. En 1980, une étude a révélé que la preuve médicolégale était absente ou négligeable dans 95 p. 100 des affaires intéressant la police anglaise, tandis qu'une étude datant de 1996 concluait que la criminalistique n'avait porté des fruits que pour 10 p. 100 des infractions sur lesquelles la police américaine faisait enquête.

Vu l'importance des éléments de preuve pouvant être recueillis lors des interrogatoires de police, il est certain que, eu égard à la sélection du personnel, une meilleure connaissance de ce qui fait un interrogateur habile et compétent contribuera à améliorer les interrogatoires des équipes d'enquête et à accroître le taux d'efficacité des services de police et la confiance du public.

L'étude présentée ici visait à définir le profil de l'interrogateur de police idéal. Trois types de mesure ont été employés à cette fin : une grille de personnalité, un outil d'évaluation de la compétence et un questionnaire ciblant la tendance au soupçon.

PERSONNALITÉ

Cinq grands traits de caractère ont été mesurés sous cette rubrique :

1. *Ouverture* – Fibre créatrice et artistique; un score remarquable à ce chapitre est l'indice d'un caractère original et non conventionnel, tandis qu'un piètre score reflète une personnalité ordinaire et peu compliquée.

2. *Minutie* – Aptitude à s'appliquer et à s'investir; ceux chez qui ce trait est marqué sont attentifs et travailleurs, et ceux chez qui il est effacé sont négligents et paresseux.

3. *Échelle d'extraversion-introversion* – Tendance à tout extérioriser versus celle à valoriser l'intériorité; à une extrémité, on a les gens exubérants et expressifs, et à l'autre, les gens timides et réservés.

4. *Amabilité* – Vertus d'humanité et de compassion; qui s'illustre par cette qualité est serviable et sincère, qui en manque est querelleur et nuisible aux autres.

5. *Névrosisme* – Stabilité émotionnelle; une note élevée signale une personne tourmentée et prompte à l'affolement, tandis qu'une note faible traduit un caractère calme et placide.

COMPÉTENCE

L'outil d'évaluation des compétences mesurait cinq aspects :

1. *Application/ténacité* – Propension à se montrer méthodique, attentif aux

détails et capable d'un effort soutenu.

2. *Maîtrise de soi/non-réactivité* – Capacité à endurer la pression et, parallèlement, à rester impassible dans des situations stressantes.

3. *Dominance/insistance* – Propension à adopter un style autoritaire en pressant la personne interrogée de fournir des réponses.

4. *Communication* – Aptitudes interpersonnelles et intelligence communicationnelle.

5. *Bienveillance* – Propension à la douceur et à la cordialité.

INCLINATION AU SOUPÇON

Enfin, le questionnaire portant sur la méfiance mesurait le degré de suspicion manifesté par les interrogateurs. Le policier trop soupçonneux risque de prendre une remarque anodine du suspect pour une tentative de tromperie et ainsi d'être amené à solliciter agressivement des réponses à des questions qui ne débouchent nulle part. À l'inverse, le policier crédule qui accepte tels quels l'alibi ou la version des événements que lui présente le suspect risque de suspendre son examen minutieux des faits et de laisser échapper des éléments de preuve essentiels.

Une invitation a été adressée aux chefs de 22 services de police canadiens d'importance. Au total, 47 policiers actifs (40 hommes et 7 femmes) chargés de l'interrogation de suspects impliqués dans des crimes majeurs ont répondu à l'appel et rempli les trois questionnaires.

Pour la deuxième partie de la recherche, les participants devaient, durant six mois, classer leurs interrogatoires dans l'une ou l'autre des quatre catégories suivantes : le suspect a nié toutes les allégations, a reconnu certains faits incriminants, est passé aux aveux ou a été jugé innocent. Une cinquième possibilité – le suspect s'est muré dans un silence complet – a été laissée de côté pour les besoins de l'étude. Les participants ont ainsi indiqué l'issue de 162 interrogatoires effectués.

L'ensemble des données obtenues a fait l'objet d'une série d'analyses statistiques et permis de dégager les conclusions qui suivent.

CONSTATATIONS

La recherche, la toute première en son genre, a conduit à quelques constatations intéressantes.

Primo, l'outil d'évaluation des compétences, élaboré à partir d'observations concernant des policiers néerlandais, puis validé par un échantillon comparable d'agents belges, s'est révélé également applicable aux policiers canadiens, par-delà les frontières culturelles et linguistiques.

Secundo, la grille de personnalité utilisée avec l'échantillon de Canadiens a livré des résultats qui concordent avec ceux obtenus par les chercheurs européens, ce qui en montre la fiabilité.

Tertio, l'outil de graduation de la méfiance, qui n'a jamais été employé conjointement avec les deux autres instruments de mesure, a fourni des résultats montrant que l'inclination au soupçon était en corrélation négative avec la compétence communicationnelle ainsi qu'avec la minutie et l'extraversion. Autrement dit, plus l'interrogateur était enclin au soupçon, moins il s'avérait minutieux et extraverti. Ces derniers traits de caractère jouent un rôle déterminant pour plusieurs aptitudes d'interrogation. La combinaison ici constatée semble qualifier un profil peu favorable à l'interrogateur qui souhaite établir une relation avec ceux qu'il interroge.

Si l'on se fie à notre échantillon, il appert que, dans l'ensemble, plus l'interrogateur se montre soupçonneux, moins il est compétent sur le plan communicationnel, et sans doute est-il peu habile à relever les indices signifiants. Les interrogateurs négligents et désorganisés qui ne possèdent pas de bonnes aptitudes à la communication sont plus susceptibles d'interpréter globalement les messages phatiques comme suspects et de leur attribuer un caractère trompeur.

Quarto, les policiers qui se distinguent par leur application/ténacité ont aussi tendance à être minutieux et émotionnellement stables. Ces sujets comptent parmi les meilleurs candidats en matière d'interrogatoire : ils sont méthodiques, attentifs aux détails, assidus et posés.

Enfin, l'association d'une forte maîtrise de soi/non-réactivité et d'une personnalité minutieuse, aimable et peu névrotique constitue aussi un profil désirable pour un enquêteur. Ceux chez qui cette compétence est poussée sont prédisposés à résister à la pression face à un individu rétif, à faire preuve de persévérance et à s'avérer fiables, patients, cordiaux et d'humeur égale.

RÉSUMÉ

Savoir établir et maintenir une relation positive avec le suspect est l'un des éléments clés d'un interrogatoire fructueux. Bien qu'on ne dispose pas encore d'un profil de compétences et de qualités personnelles de l'interrogateur idéal, les services de police ont tout intérêt à tenir compte de l'état actuel de la recherche lors de la sélection de leur effectif d'enquêteurs. Il faudra répéter des études du même type avant de pouvoir avancer des conclusions solides et formuler des recommandations.

Les données recueillies sur les interrogatoires permettent toutefois d'esquisser des conclusions provisoires. Une analyse statistique a révélé que dans 24 p. 100 des cas, la variation observée dans l'issue des interrogatoires était imputable à deux traits de personnalité – minutie et extraversion – du policier, à son degré de suspicion ainsi qu'à l'application et à la ténacité dont il a fait preuve au cours de l'entretien.

Cela veut dire que 24 p. 100 des résultats des interrogatoires sont attribuables à certains traits de personnalité et à certaines compétences, tandis que les 76 p. 100 restants s'expliquent par d'autres facteurs comme le profil du suspect, les caractéristiques ou la singularité du crime, la quantité et la qualité des éléments de preuve et les erreurs de mesure.

Si près du quart de ce qui ressort des interrogatoires est lié au profil de l'interrogateur, alors il est clair que le choix de celui-ci, compte tenu du genre d'interrogatoire, de suspect et de crime, revêt de l'importance.

Les résultats présentés ici ne sont que les premiers éléments de ce qui deviendra, espérons-le, une matrice permettant d'associer le profil d'un interrogateur à celui du suspect. Bien d'autres reprises d'études du même type devront être effectuées avant qu'on dispose de données suffisantes pour élaborer une telle matrice qui soit fiable et utile. ■

Bibliographie

FUNICELLI, M., et LAURENCE, J.R. (2017). « Personality Factors, Interview Competencies and Communicative Suspiciousness of Canadian Police Interrogators of Criminal Suspects », *Investigative Interviewing: Research and Practice*, vol. 8, n° 1 (2017), p. 1-15.

AMBASSADEURS DE POLICE

POLICIERS UNIS POUR BÂTIR UN POSTE DE POLICE EN OUGANDA

par Amelia Thatcher

Un moment d'inspiration a mené la gend. Kirsten Link de la GRC à recueillir des fonds pour bâtir un poste de police en Ouganda plus tôt cette année.

« Je voulais en faire plus dans la vie, dit la gend. Link, du Groupe des crimes graves et du crime organisé à Newmarket (Ont.). J'ai toujours aimé faire du bénévolat au Canada et je cherchais une occasion de faire du travail humanitaire à l'étranger. »

Elle avait assisté à des activités de collecte de fonds effectuées par la Dre Linda Douville des Services de santé de la GRC et, en 2016, elle l'a contactée pour lui demander comment elle pouvait aider. Elle n'aurait jamais cru se retrouver en Ouganda un peu plus d'un an plus tard.

UN PROJET POLICIER

Peu de temps après avoir communiqué avec la Dre Douville, elle a contacté Don McLaughlin, policier retraité du service de police de Toronto (SPT) qui dirige l'organisme de charité High Adventure. L'ex-policier a travaillé pour le SPT pendant 29 ans avant de prendre sa retraite en 2000 pour gérer l'organisme.

High Adventure recueille des dons pour divers projets communautaires en Afrique, de la construction de stations de diffusion aux projets humanitaires, comme la construction d'un centre de santé à Ongutoi (Ouganda).

Depuis son premier voyage en Ouganda, M. McLaughlin est très conscient du manque de ressources et de services pour la police locale. Il attendait des projets de police que son organisme pourrait entreprendre et le nouveau centre de santé a offert la première occasion.

Après la construction du centre, le gouvernement ougandais a affecté deux policiers pour protéger les installations contre le vandalisme et les vols, le centre renfermant des médicaments et de l'équipement coûteux. Mais les policiers n'avaient pas de poste de police où travailler.

« Deux éléments permettent de rebâtir une communauté là-bas – la santé et la police, dit-il. Je savais que pour assurer une stabilité à long terme, nous avions besoin d'un poste de police. »

Lorsque la gend. Link lui a dit qu'elle travaillait à la GRC et voulait faire du travail humanitaire, il avait le bon projet pour elle. Il lui a demandé de recueillir 15 000 $ pour bâtir un poste de police à Ongutoi pour les policiers qui protègent le centre de santé et la communauté.

« Au Canada, l'intérieur d'un poste de police est votre refuge, mais en Ouganda, vous êtes dans la brousse et il n'y a pas d'endroit sécuritaire, dit-il. Nous voulions leur en offrir un. »

RENFORCER LES CAPACITÉS

Grâce à un tournoi de golf et à plusieurs dons généreux, elle a recueilli l'argent nécessaire pour le poste de police en quelques mois. Le temps de le dire, elle planifiait son voyage en Ouganda en compagnie de la Dre Douville, de M. McLaughlin et d'autres policiers actifs et retraités de la GRC, du SPT et de la police régionale de York.

Au printemps 2017, un groupe de 14 bénévoles s'est rendu à pied jusqu'à Ongutoi pour travailler au centre de santé et aider à construire le poste de police.

« C'est bien plus qu'un simple coup de marteau, dit la Dre Douville. Pour moi, il y a un lien avec les infirmières et les médecins – nous parlons le même langage. Les policiers avaient ce même sentiment de camaraderie, aidant à bâtir le poste de police et transmettant leurs connaissances et leurs compétences. »

Selon la Dre Douville et M. McLaughlin, la gend. Link a conféré crédibilité au projet, qui n'aurait pas été possible autrement.

« Tous étaient animés de la même volonté, dit M. McLaughlin. Nous travaillons pour différents services, mais notre but est de servir et de protéger. Nous avons beaucoup de choses en commun. »

Le poste de police, qui comprend des bureaux, des cellules, des panneaux solaires et une source d'eau durable, est maintenant opérationnel. M. McLaughlin ajoute que le poste a aidé à créer une présence visible permanente de la police, un message à tous qu'ils sont en sécurité.

« Être policière m'est cher, donc faire quelque chose pour d'autres policiers est très enrichissant, dit la gend. Link, qui espère retourner en Ouganda un jour. Faciliter le travail des policiers ougandais en leur construisant un poste de police est merveilleux. On revient avec le sentiment d'avoir reçu plus qu'on a donné. » ■

Don McLaughlin

La gend. Kirsten Link était parmi les policiers bénévoles qui se sont rendus en Ouganda au printemps pour aider à bâtir un poste de police à Ongutoi.